



ECONOCOM GROUP SE

Rapport du Commissaire à l'assemblée générale des
actionnaires sur les comptes annuels pour l'exercice clos le
31 décembre 2020

Le 26 mars 2021

**RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES
D'ECONOCOM GROUP SE SUR LES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLOS LE
31 DECEMBRE 2020**

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels d'Econocom Group SE (la « Société »), nous vous présentons notre rapport du Commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Ce tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que Commissaire par l'assemblée générale du 21 mai 2019, conformément à la proposition du Conseil d'Administration émise sur recommandation du Comité d'Audit et sur présentation du Conseil d'Entreprise. Notre mandat de Commissaire vient à échéance à la date de l'Assemblée Générale délibérant sur les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2020. Nous avons débuté le contrôle légal des comptes annuels de la Société antérieurement à 1990.

Rapport sur les comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la Société, comprenant le bilan au 31 décembre 2020, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe. Ces comptes annuels font état d'un total du bilan qui s'élève à EUR 1.074.463.574,42 et d'un compte de résultats qui se solde par un bénéfice de l'exercice de EUR 13.310.184,60.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2020, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB et applicables à la date de clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « *Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu du Conseil d'Administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Point clé de l'audit

Le point clé de l'audit est le point qui, selon notre jugement professionnel, a été le plus important lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours. Ce point a été traité dans le contexte de notre audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ce point.

Tests de réduction de valeurs sur les participations et créances sur entreprises liées

Description du point clé de l'audit

Les comptes annuels d'Econocom Group SE montrent à l'actif au 31 décembre 2020 des montants de EUR 831.198.061 au titre de participations dans des entreprises liées et EUR 194.799.999 au titre de créances sur des entreprises liées, telles que détaillées en annexes C6.4.1 et C6.5.1. Ces participations doivent faire l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciation durable justifiées par la situation, la rentabilité ou les perspectives de la Société dans laquelle la participation est détenue. Quant aux créances, elles doivent également faire l'objet de réductions de valeur si leur remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis. Nous considérons ces tests de réductions de valeur comme un point clé de l'audit dans la mesure où ces participations et créances représentent 95% du total de l'actif au 31 décembre 2020 et que l'estimation de réductions de valeurs éventuelles repose sur des hypothèses liées entre autres au plan d'affaires (chiffre d'affaires, taux de marge, besoin en fond de roulement), au taux de croissance des flux de trésorerie retenu au-delà de la période de prévision et au taux d'actualisation des flux.

Nos procédures d'audit relatives au point clé durant l'audit

Nous avons obtenu les tests de réductions de valeur des participations et créances sur entreprises liées d'Econocom Group SE, et avons vérifié de manière satisfaisante le caractère raisonnable de la méthodologie et des hypothèses importantes. Lors de ces travaux, nous avons été épaulés par nos experts internes du département de valorisation. Nous avons entre autres comparé les hypothèses à celles de marché et aux prévisions économiques. Pour les participations, nous avons comparé la valeur comptable à la valeur d'actif net ou de marché de chaque Société prise individuellement et pour les créances, nous avons analysé la solvabilité et les plans éventuels de redressement de la situation financière. Nous avons vérifié de manière satisfaisante que les besoins de réductions de valeurs identifiées avaient bien été actés dans les comptes annuels au 31 décembre 2020.

Responsabilités du Conseil d'Administration relatives à l'établissement des comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités, ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du Commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du Commissaire comprenant notre opinion. Une assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la Société ni quant à l'efficacité ou l'efficacé avec laquelle le Conseil d'Administration a mené ou mènera les affaires de la Société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Nous définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier;

- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la Société à cesser son exploitation;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si ces derniers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons au Comité d'Audit notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Nous fournissons également au Comité d'Audit une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les éventuelles mesures de sauvegarde y relatives.

Parmi les points communiqués au Comité d'Audit, nous déterminons les points qui ont été les plus importants lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport du Commissaire, sauf si la loi ou la réglementation n'en interdit la publication.

Autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, du rapport distinct sur l'information non-financière, des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations et des statuts de la Société.

Responsabilités du Commissaire

Dans le cadre de notre mission et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion, le rapport distinct sur l'information non-financière, certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect des statuts et de certaines dispositions du Code des sociétés et des associations, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

L'information non-financière requise par l'article 3:6, §4 du Code des sociétés et des associations a été reprise dans un rapport distinct du rapport de gestion qui fait partie du chapitre 3 du rapport annuel. Ce rapport sur les informations non-financières contient les informations requises par l'article 3:6, §4 du Code des sociétés et des associations et concorde avec les comptes annuels pour le même exercice. Pour l'établissement de cette information non financière, la Société s'est basée sur les principes du Pacte Mondial des Nations Unies. Conformément à l'article 3:75, § 1, 6° du Code des sociétés et des associations, nous ne nous prononçons toutefois *pas* sur la question de savoir si cette information non-financière est établie conformément aux principes du Pacte Mondial des Nations Unies mentionnés dans le rapport de gestion.

Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 3:12, § 1^{er}, 8° du Code des sociétés et des associations, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code, en ce compris celles concernant l'information relative aux salaires et aux formations, et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mission.

Mentions relatives à l'indépendance

- Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.
- Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes annuels visées à l'article 3:65 du Code des sociétés et des associations ont correctement été valorisés et ventilés dans l'annexe des comptes annuels.

Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés et des associations.
- Le présent rapport est conforme au contenu de notre rapport complémentaire destiné au Comité d'Audit visé à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.
- Nous avons évalué les conséquences patrimoniales de la décision prise par le conseil d'administration du 9 mars 2020 telle que décrite en sections 5.5.5 et 5.10 du rapport de gestion concernant l'attribution de 50.000 actions gratuites à un administrateur, et nous n'avons rien à vous signaler.

Sint-Stevens-Woluwe, le 26 mars 2021

Le Commissaire
PwC Reviseurs d'Entreprises SRL
Représenté par



Alexis Van Bavel
Réviseur d'Entreprises

40				1	EUR	
NAT.	Date du dépôt	N° 0422646816	P.	U.	D.	C-cap 1

**COMPTES ANNUELS ET AUTRES DOCUMENTS À
DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES SOCIÉTÉS
ET DES ASSOCIATIONS**

DONNÉES D'IDENTIFICATION (à la date du dépôt)

DÉNOMINATION: **ECONOCOM GROUP**

Forme juridique: **SE**

Adresse: **Place du Champs de Mars**

N°: **5 , boîte 14**

Code postal: **1050**

Commune: **Bruxelles 5**

Pays: **Belgique**

Registre des personnes morales (RPM) – Tribunal de l'entreprise de **Bruxelles, néerlandophone**

Adresse Internet: ¹ <https://www.econocom.com/>

Numéro d'entreprise **0422646816**

DATE **13/07/2020** de dépôt du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts.

COMPTES ANNUELS **EN EUROS (2 décimales)** ²

approuvés par l'assemblée générale du **18/05/2021**

et relatifs à l'exercice couvrant la période du **01/01/2020** au **31/12/2020**

Exercice précédent du **01/01/2019** au **31/12/2019**

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont / ~~ne sont pas~~ ³ identiques à ceux publiés antérieurement

Nombre total de pages déposées: **49** Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet: 6.2.1, 6.2.2, 6.2.3, 6.2.4, 6.2.5, 6.3.1, 6.3.3, 6.3.4, 6.3.5, 6.3.6, 6.5.2, 6.17, 6.20, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15

Signature
(nom et qualité)
BENGUIGUI Angel
Délégué à la gestion journalière

Signature
(nom et qualité)
BOUCHARD Jean-Louis
Président

¹ Mention facultative.

² Au besoin, adapter la devise et l'unité dans lesquelles les montants sont exprimés.

³ Biffer la mention inutile.

**LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES
ET DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE
VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE****LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES**

LISTE COMPLÈTE des nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de la société

ECONOCOM INTERNATIONAL BV 43816122600016

Computerweg 22, 3542DR UTRECHT Nieuwegein, Pays-Bas

Fonction : Président du Conseil d'Administration

Mandat : 19/05/2020- 21/05/2024

Représenté par :

1. BOUCHARD Jean-Louis

Avenue de Montmorency - Villa Montmorency 1 , 75016 Paris, France

Président du Conseil d'Administration

KOUYOUMDJAN Rafi

Rue de Lubeck 25/27, 75116 Paris, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 21/05/2019- 19/05/2020

ROESCH Jean-Philippe

Avenue de la Criolla 21, 92150 Suresnes, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 19/05/2020- 21/05/2024

BOUCHARD Robert

Avenue de Boufflers 23, 75016 Paris, France

Fonction : Vice-président du Conseil d'Administration

Mandat : 18/07/2017- 18/05/2021

BUTLER Walter

Cours Albert 1er 30, 75008 Paris, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 21/05/2019- 16/05/2023

GROSSI Bruno

Rue Molitor 13, 75016 Paris, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 21/05/2019- 16/05/2023

CAPRON Philippe

Rue Berlioz 8, 75116 Paris, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 04/11/2016- 19/05/2020

CHALLON-KEMOUN Adeline

Avenue Duquesne 32, 75007 Paris, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 19/05/2020- 21/05/2024

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES (Suite de la page précédente)

LANGE Anne

Avenue Brugmann 382, 1180 Bruxelles 18, Belgique

Fonction : Administrateur

Mandat : 04/11/2016- 19/05/2020

LEVET Marie-Christine

Rue du Cherche-Midi 91, 75006 Paris, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 19/05/2020- 21/05/2024

DI BENEDETTO Véronique

Rue Miromesnil 86, 75008 Paris, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 16/05/2017- 18/05/2021

DÜRRLEMAN Gaspard

Avenue du Bosquet 50, 75007 Paris, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 16/05/2017- 18/05/2021

MUNET Jean

Quai du Parc 60, 94100 Saint-Maur-des-Fossés, France

Fonction : Administrateur

Mandat : 16/05/2017- 19/05/2020

PwC Réviseurs d'Entreprises SRL 0429.501.944

Woluwedal 18, 1932 Sint-Stevens-Woluwe, Belgique

Fonction : Commissaire, Numéro de membre : B00009

Mandat : 21/05/2019- 18/05/2021

Représenté par :

1. VAN BAVEL Alexis

Woluwedal 18 , 1932 Sint-Stevens-Woluwe, Belgique

Réviseur d'entreprise, Numéro de membre : B00810

DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application des articles 34 et 37 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Les comptes annuels ~~ont~~ / n'ont pas * été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable externe, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous: les nom, prénoms, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission:

- A. La tenue des comptes de la société**,
- B. L'établissement des comptes annuels **,
- C. La vérification des comptes annuels et/ou
- D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des comptables agréés ou par des comptables-fiscalistes agréés, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque comptable agréé ou comptable-fiscaliste agréé et son numéro de membre auprès de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ainsi que la nature de sa mission.

Nom, prénoms, profession, domicile	Numéro de membre	Nature de la mission (A, B, C et/ou D)

* Biffer la mention inutile.

** Mention facultative.

COMPTES ANNUELS

BILAN APRÈS RÉPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	6.1	20	804.645,90	1.348.673,53
ACTIFS IMMOBILISÉS		21/28	<u>1.041.599.756,03</u>	<u>1.022.007.613,38</u>
Immobilisations incorporelles	6.2	21		
Immobilisations corporelles	6.3	22/27	1.316,34	5.032,92
Terrains et constructions		22		
Installations, machines et outillage		23	1.316,34	5.032,92
Mobilier et matériel roulant		24		
Location-financement et droits similaires		25		
Autres immobilisations corporelles		26		
Immobilisations en cours et acomptes versés		27		
Immobilisations financières	6.4 / 6.5.1	28	1.041.598.439,69	1.022.002.580,46
Entreprises liées	6.15	280/1	1.025.998.060,81	1.006.570.344,23
Participations		280	831.198.061,31	756.270.344,73
Créances		281	194.799.999,50	250.299.999,50
Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	6.15	282/3	485.071,96	485.071,96
Participations		282	485.071,96	485.071,96
Créances		283		
Autres immobilisations financières		284/8	15.115.306,92	14.947.164,27
Actions et parts		284	11.407.627,01	11.128.801,01
Créances et cautionnements en numéraire		285/8	3.707.679,91	3.818.363,26

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIFS CIRCULANTS		29/58	<u>32.059.172,49</u>	<u>70.385.260,57</u>
Créances à plus d'un an		29		
Créances commerciales		290		
Autres créances		291		
Stocks et commandes en cours d'exécution		3		
Stocks		30/36		
Approvisionnements		30/31		
En-cours de fabrication		32		
Produits finis		33		
Marchandises		34		
Immeubles destinés à la vente		35		
Acomptes versés		36		
Commandes en cours d'exécution		37		
Créances à un an au plus		40/41	7.007.407,20	12.611.316,24
Créances commerciales		40	4.853.864,97	6.548.099,36
Autres créances		41	2.153.542,23	6.063.216,88
Placements de trésorerie	6.5.1 / 6.6	50/53	22.966.258,52	57.050.206,21
Actions propres		50	22.966.258,52	57.050.206,21
Autres placements		51/53		
Valeurs disponibles		54/58	1.853.181,63	435.357,36
Comptes de régularisation	6.6	490/1	232.325,14	288.380,76
TOTAL DE L'ACTIF		20/58	1.074.463.574,42	1.093.741.547,48

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
PASSIF				
CAPITAUX PROPRES		10/15	276.923.225,13	348.965.640,49
Apport	6.7.1	10/11	218.220.688,57	218.220.688,57
Capital		10	23.512.749,67	23.512.749,67
Capital souscrit		100	23.512.749,67	23.512.749,67
Capital non appelé ⁴		101		
En dehors du capital		11	194.707.938,90	194.707.938,90
Primes d'émission		1100/1	194.707.938,90	194.707.938,90
Autres		1109/1		
Plus-values de réévaluation		12	2.519.796,66	2.519.796,66
Réserves		13	25.735.137,96	59.819.085,65
Réserves indisponibles		130/1	25.317.533,49	59.401.481,18
Réserve légale.....		130	2.351.274,97	2.351.274,97
Réserves statutairement indisponibles		1311		
Acquisition d'actions propres		1312	22.966.258,52	57.050.206,21
Soutien financier		1313		
Autres		1319		
Réserves immunisées		132		
Réserves disponibles		133	417.604,47	417.604,47
Bénéfice (Perte) reporté(e)(+)/(-)		14	30.447.601,94	68.406.069,61
Subsides en capital		15		
Avance aux associés sur la répartition de l'actif net ⁵		19		
PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS		16	5.500.500,00	1.921.280,00
Provisions pour risques et charges		160/5	5.500.500,00	1.921.280,00
Pensions et obligations similaires		160		
Charges fiscales		161		
Grosses réparations et gros entretien		162		
Obligations environnementales		163		
Autres risques et charges	6.8	164/5	5.500.500,00	1.921.280,00
Impôts différés		168		

⁴ Montant venant en déduction du capital souscrit.

⁵ Montant venant en déduction des autres composantes des capitaux propres.

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
DETTES		17/49	<u>792.039.849,29</u>	<u>742.854.626,99</u>
Dettes à plus d'un an	6.9	17	250.387.777,16	394.629.763,50
Dettes financières		170/4	250.387.777,16	394.629.763,50
Emprunts subordonnés		170		
Emprunts obligataires non subordonnés		171	250.387.777,16	394.629.763,50
Dettes de location-financement et dettes assimilées		172		
Etablissements de crédit		173		
Autres emprunts		174		
Dettes commerciales		175		
Fournisseurs		1750		
Effets à payer		1751		
Acomptes sur commandes		176		
Autres dettes		178/9		
Dettes à un an au plus	6.9	42/48	541.652.072,13	348.224.863,49
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		42	139.034.137,77	48.146.300,44
Dettes financières		43	119.000.000,00	278.500.000,00
Etablissements de crédit		430/8	119.000.000,00	278.500.000,00
Autres emprunts		439		
Dettes commerciales		44	5.440.306,96	2.889.992,90
Fournisseurs		440/4	5.440.306,96	2.889.992,90
Effets à payer		441		
Acomptes sur commandes		46		
Dettes fiscales, salariales et sociales	6.9	45	1.022.672,63	1.255.032,86
Impôts		450/3	411.188,74	661.488,55
Rémunérations et charges sociales		454/9	611.483,89	593.544,31
Autres dettes		47/48	277.154.954,77	17.433.537,29
Comptes de régularisation	6.9	492/3		
TOTAL DU PASSIF		10/49	1.074.463.574,42	1.093.741.547,48

COMPTE DE RÉSULTATS

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Ventes et prestations		70/76A	17.990.605,52	27.098.133,96
Chiffre d'affaires	6.10	70	15.869.460,60	23.460.724,42
En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution: augmentation (réduction)(+)/(-)		71		
Production immobilisée		72		
Autres produits d'exploitation	6.10	74	2.121.144,92	3.637.409,54
Produits d'exploitation non récurrents	6.12	76A		
Coût des ventes et des prestations		60/66A	27.610.255,11	24.496.735,20
Approvisionnements et marchandises		60		
Achats		600/8		
Stocks: réduction (augmentation)(+)/(-)		609		
Services et biens divers		61	18.573.431,73	25.506.772,52
Rémunérations, charges sociales et pensions(+)/(-)	6.10	62	1.392.798,48	1.597.057,03
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		630	3.716,58	4.676,93
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises)(+)/(-)	6.10	631/4		
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises)(+)/(-)	6.10	635/8	2.484.220,00	-2.691.070,00
Autres charges d'exploitation	6.10	640/8	27.363,99	79.298,72
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration		649		
Charges d'exploitation non récurrentes	6.12	66A	5.128.724,33	
Bénéfice (Perte) d'exploitation(+)/(-)		9901	-9.619.649,59	2.601.398,76

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Produits financiers		75/76B	49.041.630,29	38.883.942,04
Produits financiers récurrents		75	35.648.515,53	32.245.017,34
Produits des immobilisations financières		750	30.847.644,05	25.164.679,45
Produits des actifs circulants		751	103.149,25	1.922.277,14
Autres produits financiers	6.11	752/9	4.697.722,23	5.158.060,75
Produits financiers non récurrents	6.12	76B	13.393.114,76	6.638.924,70
Charges financières	6.11	65/66B	25.764.526,34	58.756.165,40
Charges financières récurrentes		65	13.575.533,09	12.746.161,27
Charges des dettes		650	13.093.862,91	12.156.952,59
Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises)(+)/(-)		651		150.165,78
Autres charges financières		652/9	481.670,18	439.042,90
Charges financières non récurrentes	6.12	66B	12.188.993,25	46.010.004,13
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts(+)/(-)		9903	13.657.454,36	-17.270.824,60
Prélèvement sur les impôts différés		780		
Transfert aux impôts différés		680		
Impôts sur le résultat(+)/(-)	6.13	67/77	347.269,76	1.874.850,97
Impôts		670/3	347.269,76	2.231.302,65
Régularisation d'impôts et reprise de provisions fiscales .		77		356.451,68
Bénéfice (Perte) de l'exercice(+)/(-)		9904	13.310.184,60	-19.145.675,57
Prélèvement sur les réserves immunisées		789		
Transfert aux réserves immunisées		689		
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-)		9905	13.310.184,60	-19.145.675,57

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Bénéfice (Perte) à affecter(+)/(-)	9906	81.716.254,21	82.704.041,45
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter(+)/(-)	(9905)	13.310.184,60	-19.145.675,57
Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent(+)/(-)	14P	68.406.069,61	101.849.717,02
Prélèvement sur les capitaux propres	791/2		9.592.936,80
sur l'apport	791		
sur les réserves	792		9.592.936,80
Affectation aux capitaux propres	691/2	25.551.957,53	23.890.908,64
à l'apport	691		
à la réserve légale	6920		2.299,20
aux autres réserves	6921	25.551.957,53	23.888.609,44
Bénéfice (Perte) à reporter(+)/(-)	(14)	30.447.601,94	68.406.069,61
Intervention des associés dans la perte	794		
Bénéfice à distribuer	694/7	25.716.694,74	
Rémunération de l'apport	694	25.716.694,74	
Administrateurs ou gérants	695		
Travailleurs	696		
Autres allocataires	697		

ANNEXE

ETAT DES FRAIS DE CONSTITUTION, D'AUGMENTATION DE CAPITAL OU D'AUGMENTATION DE L'APPORT, FRAIS D'ÉMISSION D'EMPRUNTS ET FRAIS DE RESTRUCTURATION

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	20P	xxxxxxxxxxxxxxxx	1.348.673,53
Mutations de l'exercice			
Nouveaux frais engagés	8002		
Amortissements	8003	544.027,63	
Autres(+)/(-)	8004		
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	(20)	804.645,90	
Dont			
Frais de constitution, d'augmentation de capital ou d'augmentation de l'apport, frais d'émission d'emprunts et autres frais d'établissement	200/2		
Frais de restructuration	204		

	Codes	Exercice	Exercice précédent
INSTALLATIONS, MACHINES ET OUTILLAGE			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8192P	xxxxxxxxxxxxxxx	26.771,83
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8162		
Cessions et désaffectations	8172		
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8182		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8192	26.771,83	
Plus-values au terme de l'exercice	8252P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8212		
Acquises de tiers	8222		
Annulées	8232		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8242		
Plus-values au terme de l'exercice	8252		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8322P	xxxxxxxxxxxxxxx	21.738,91
Mutations de l'exercice			
Actés	8272	3.716,58	
Repris	8282		
Acquis de tiers	8292		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8302		
Transférés d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8312		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8322	25.455,49	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(23)	<u>1.316,34</u>	

ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES LIÉES – PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8391P	xxxxxxxxxxxxxx	785.934.165,57
Mutations de l'exercice			
Acquisitions	8361	91.124.577,00	
Cessions et retraits	8371	10.229.860,42	
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8381		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8391	866.828.882,15	
Plus-values au terme de l'exercice	8451P	xxxxxxxxxxxxxx	2.519.796,66
Mutations de l'exercice			
Actées	8411		
Acquises de tiers	8421		
Annulées	8431		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8441		
Plus-values au terme de l'exercice	8451	2.519.796,66	
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8521P	xxxxxxxxxxxxxx	27.006.497,50
Mutations de l'exercice			
Actées	8471	10.000.000,00	
Reprises	8481	33.000,00	
Acquises de tiers	8491	1.000.000,00	
Annulées à la suite de cessions et retraits	8501		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8511		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8521	37.973.497,50	
Montants non appelés au terme de l'exercice	8551P	xxxxxxxxxxxxxx	5.177.120,00
Mutations de l'exercice(+)/(-)	8541	-5.000.000,00	
Montants non appelés au terme de l'exercice	8551	177.120,00	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(280)	<u>831.198.061,31</u>	
ENTREPRISES LIÉES - CRÉANCES			
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	281P	xxxxxxxxxxxxxx	250.299.999,50
Mutations de l'exercice			
Additions	8581		
Remboursements	8591	55.500.000,00	
Réductions de valeur actées	8601		
Réductions de valeur reprises	8611		
Différences de change(+)/(-)	8621		
Autres(+)/(-)	8631		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(281)	<u>194.799.999,50</u>	
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE	8651		

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES AVEC LIEN DE PARTICIPATION – PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8392P	xxxxxxxxxxxxxxx	485.071,96
Mutations de l'exercice			
Acquisitions	8362		
Cessions et retraits	8372		
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8382		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8392	485.071,96	
Plus-values au terme de l'exercice	8452P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8412		
Acquises de tiers	8422		
Annulées	8432		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8442		
Plus-values au terme de l'exercice	8452		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8522P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8472		
Reprises	8482		
Acquises de tiers	8492		
Annulées à la suite de cessions et retraits	8502		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8512		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8522		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8552P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice(+)/(-)	8542		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8552		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(282)	<u>485.071,96</u>	
ENTREPRISES AVEC LIEN DE PARTICIPATION - CRÉANCES			
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	283P	<u>xxxxxxxxxxxxxxx</u>	
Mutations de l'exercice			
Additions	8582		
Remboursements	8592		
Réductions de valeur actées	8602		
Réductions de valeur reprises	8612		
Différences de change(+)/(-)	8622		
Autres(+)/(-)	8632		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(283)	<u> </u>	
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE	8652	<u> </u>	

	Codes	Exercice	Exercice précédent
AUTRES ENTREPRISES – PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8393P	xxxxxxxxxxxxxxx	11.628.841,01
Mutations de l'exercice			
Acquisitions	8363	863.300,00	
Cessions et retraits	8373	584.474,00	
Transferts d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8383		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8393	11.907.667,01	
Plus-values au terme de l'exercice	8453P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice			
Actées	8413		
Acquises de tiers	8423		
Annulées	8433		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8443		
Plus-values au terme de l'exercice	8453		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8523P	xxxxxxxxxxxxxxx	500.040,00
Mutations de l'exercice			
Actées	8473		
Reprises	8483		
Acquises de tiers	8493		
Annulées à la suite de cessions et retraits	8503		
Transférées d'une rubrique à une autre(+)/(-)	8513		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8523	500.040,00	
Montants non appelés au terme de l'exercice	8553P	xxxxxxxxxxxxxxx	
Mutations de l'exercice(+)/(-)	8543		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8553		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(284)	<u>11.407.627,01</u>	
AUTRES ENTREPRISES - CRÉANCES			
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	285/8P	<u>xxxxxxxxxxxxxxx</u>	<u>3.818.363,26</u>
Mutations de l'exercice			
Additions	8583	1.167.093,33	
Remboursements	8593	1.160.000,00	
Réductions de valeur actées	8603		
Réductions de valeur reprises	8613		
Différences de change(+)/(-)	8623	-117.776,68	
Autres(+)/(-)	8633		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(285/8)	<u>3.707.679,91</u>	
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE	8653		

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles la société détient une participation (comprise dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles la société détient des droits sociaux (compris dans les rubriques 284 et 51/53 de l'actif) représentant 10% au moins du capital, de capitaux propres ou d'une classe d'actions de la société.

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%				%	(+) of (-) (en unités)
ECONOCOM FINANCE SNC Place du Champ de Mars 5 1050 Bruxelles 5 Belgique 0830.430.559	actions ordinaires	1.480.010	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	166.734.925	309.297
ECONOCOM PRODUCTS & SOLUTIONS BELUX SA Place du Champ de Mars 5 1050 Bruxelles 5 Belgique 0426.851.567	actions ordinaires	479.439	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	2.673.229	1.074.942
ECONOCOM LEASE SA Place du Champ de Mars 5 1050 Bruxelles 5 Belgique 0431.321.782	actions ordinaires	539.999	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	24.085.888	4.373.096
ECONOCOM MANAGED SERVICES SA Place du Champ de Mars 5 1050 Bruxelles 5 Belgique 0432.093.428	actions ordinaires	1.270.525	99,99	0,01	31/12/2019	EUR	7.870.358	-4.851.754
ECONOCOM DIGITALENT SA Place du Champ de Mars 5 1050 Bruxelles 5 Belgique 0671.649.180	actions ordinaires	1.499	99,99	0,01	31/12/2019	EUR	319.972	103.510
A2Z SOLUTIONS SA Place du Champ de Mars 5 1050 Bruxelles 5 Belgique 0448.487.220	actions ordinaires	50.249	99,99	0,00	31/12/2019	EUR	2.382.402	-10.404
ECONOCOM Belgium SA Place du Champ de Mars 5 1050 Bruxelles 5 Belgique 0429.616.166	actions ordinaires	9.193	99,99	0,01	31/12/2019	EUR	1.328.200	310.205

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%	%			(+) of (-) (en unités)	
Econocom do Brasil Servicos em Tecnologia de Informação LTDA S. Etr. Av. Sagitário, 138 - 24º Andar 06473-0 Alphaville-Baruerri Brésil ..	actions ordinaires	26.597.236	100,00	0,00	31/12/2019	BRL	19.954.000	-86.000
Econocom Canada Inc S. Etr. Bld Rene I Eveque Ouest QVH3H2 QUEBEC Canada ..	actions ordinaires	60.000	100,00	0,00	31/12/2019	CAD	-1.740.000	929.000
ECONOCOM CAVERIN SOLUTIONS SA S. Etr. CALLE CRONOS 20/1 28037 Madrid Espagne A633.190.08	actions ordinaires	3.800	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	3.045.122	808.031
ALTABOX S. Etr. Calle Archimedes 655 33211 Gijon Espagne B338.988.67	actions ordinaires	2.682	80,02	0,00	31/12/2019	EUR	5.227.163	2.074.352
ECONOCOM SA S. Etr. c/o Cardenal Marcelo Spinola 4 28016 Madrid Espagne A780.172.82	actions ordinaires	62.125	60,00	40,00	31/12/2019	EUR	10.960.000	1.976.000
ECONOCOM SERVICIOS S. Etr. ARAGONESES 7A 28108 Alcobendas Espagne ESA2.881.63	actions ordinaires	4.124	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	8.534.792	597.885
ECONOCOM NEXICA SLU S. Etr. Calle de l'Acer 30-32 08038 Barcelona Espagne ESB61125712	actions ordinaires	26.317	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	4.482.244	-480.384

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%				%	(+) of (-) (en unités)
GIGIGO MOBILE SL S. Etr. C/ CARDENAL MARCELO SPINOLA 4 28016 Madrid Espagne ESB86372406	actions ordinaires	390.050	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	-548.436	-3.749.851
ECONOCOM SAS S. Etr. Quai de Dion Bouton 40 92800 Puteaux France 6532.696.677	actions ordinaires	2.732.340	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	396.511.875	17.525.690
FIFTY-EIGHT FRANCE S. Etr. Rue Washington 16 75008 Paris France FR57848281796	actions ordinaires	1.000	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	-445.853	-1.445.853
INFEENY SAS S. Etr. Rue d'Uzès 5BIS 75002 PARIS France 6349.494.649	actions ordinaires	5.537	93,77	0,00	31/12/2019	EUR	5.512.770	746.786
Digital Dimension SAS S. Etr. Quai de Dion Bouton 52 92800 Puteaux France FR79.943.684	actions ordinaires	27.004.000	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	23.072.605	2.597.605
NORCOD Solutions Santé SAS S. Etr. avenue de l'Europe 15 59223 RONCQ France FR81.045.871	actions ordinaires	2.250	22,50	22,50	31/12/2019	EUR	0	0
Alterway SAS S. Etr. les Bureaux de la colline 227 92210 St Cloud France 5549.093.230	actions ordinaires	523.810	64,44	0,00	31/12/2019	EUR	10.213.878	2.606.239

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%				%	(+) of (-) (en unités)
ECONOCOM GMBH S. Etr. Herriostr. 8 60528 Frankfurt/Main Allemagne 2252.582.31	actions ordinaires	10.000	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	-177.780	102.221
ECONOCOM Digital Finance Ltd S. Etr. 3rd floor IFSC House IFSC 1 Dublin Irlande 9513.453.D	actions ordinaires	7.975.640	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	38.041.000	7.520.000
BIZMATICA SPA S. Etr. Via Varesina 162 20156 Milano Italie IT12939300153	actions ordinaires	158.902.600	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	4.294.219	-699.893
ASYSTEL ITALIA SPA S. Etr. Via Perin Del Vaga 16 20156 Milano Italie IT08131200969	actions ordinaires	140.000	70,00	0,00	30/06/2020	EUR	10.066.128	3.032.215
BDF SPA S. Etr. Via Bernardino Verro 90 20141 Milano Italie IT07613050157	actions ordinaires	202.000	100,00	0,00	30/09/2020	EUR	7.400.015	1.178.662
ECONOCOM International Italia Spa S. Etr. Via Marcello Nizzoli 8 20147 Milano Italie 0793.303.015	actions ordinaires	4.465.616	71,73	28,27	31/12/2019	EUR	25.878.037	-27.397.484
ECONOCOM PSF S. Etr. Rue d'Arlon 4 8399 Windhof Luxembourg 1818.441.7	actions ordinaires	1.199	99,99	0,01	31/12/2019	EUR	917.664	-4.801

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%				%	(+) of (-) (en unités)
ECONOCOM RE S. Etr. Rue d'Arlon 4 8399 Windhof Luxembourg	actions ordinaires	5.000.000	100,00	0,00	31/12/2020	EUR	5.150.091	150.091
ECONOCOM MAROC S. Etr. Technopolis Rabat Shore 1 11100 Sala Al Jadia Maroc 1221.3.	actions ordinaires	450	100,00	0,00	31/12/2019	MAD	38.451.215	-4.660.619
ECONOCOM LOCATION Maroc SA S. Etr. Casablanca Business Center 6ème étage Lot 2 Mandarouna Sidi Maarouf Maroc MA10.242.93	actions ordinaires	1	0,01	99,99	31/12/2019	MAD	-4.757.462	-8.755.220
ECONOCOM ERMESTEL MEXICO S. Etr. Bld Manuel Avila Camacho 11000 Torre Esmeralda Mexique 0908.13J.SO	actions ordinaires	9.612.105	100,00	0,00	31/12/2019	MXN	-49.494.851	-39.936.191
ECONOCOM FINANCIAL SERVICES INTERNATIONAL BV S. Etr. Rond 't Fort 36-40 3439 MK Nieuwegein Pays-Bas 8172.890.94B	actions ordinaires	50.000	100,00	0,00	31/12/2019	EUR	41.647.675	6.001.355
ECONOCOM Polska sp zoo S. Etr. UL Marszalkowska 111 000 102 Warszawa Pologne 5252.186.685	actions ordinaires	4.000	100,00	0,00	31/12/2019	PLN	15.462.063	3.650.437
ECONOCOM Switzerland SA Zone indus.ouest en Cham. Colin 1260 Nyon Suisse CHE1.124.271	actions ordinaires	2.200	100,00	0,00	31/12/2019	CHF	-1.045.565	-544.580

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%				%	(+) of (-) (en unités)
ECONOCOM Ltd S. Etr. Eton House Paradise road 18/24 Richmond upon thames Royaume-Uni 4398.205.36	actions ordinaires	3.773.000	100,00	0,00	31/12/2019	GBP	8.200.000	1.285.000
Econocom Corporation S. Etr. Orange street 1209 Willington New Castel Etats-Unis d'Amérique ..	actions ordinaires	1.000	100,00	0,00	31/12/2019	USD	14.935.000	933.000
JTRS S. Etr. Petersgate, Stockport 7 SK1 1EB Cheshire Royaume-Uni ..	actions ordinaires	900	45,00	0,00	31/12/2019	GBP	146.469	15.261

PLACEMENTS DE TRÉSORERIE ET COMPTES DE RÉGULARISATION DE L'ACTIF

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE – AUTRES PLACEMENTS			
Actions, parts et placements autres que placements à revenu fixe	51		
Actions et parts – Valeur comptable augmentée du montant non appelé	8681		
Actions et parts – Montant non appelé	8682		
Métaux précieux et œuvres d'art	8683		
Titres à revenu fixe	52		
Titres à revenu fixe émis par des établissements de crédit	8684		
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit	53		
Avec une durée résiduelle ou de préavis			
d'un mois au plus	8686		
de plus d'un mois à un an au plus	8687		
de plus d'un an	8688		
Autres placements de trésorerie non repris ci-avant	8689		
			Exercice
COMPTES DE RÉGULARISATION			
Ventilation de la rubrique 490/1 de l'actif si celle-ci représente un montant important			
Charges à reporter			232.325,14

ETAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

ETAT DU CAPITAL

Capital

Capital souscrit au terme de l'exercice
 Capital souscrit au terme de l'exercice

Codes	Exercice	Exercice précédent
100P	XXXXXXXXXXXXXXXX	23.512.749,67
(100)	23.512.749,67	

Modifications au cours de l'exercice

Destruction d'actions propres
 Représentation du capital
 Catégories d'actions
 Actions ordinaires
 Actions nominatives
 Actions dématérialisées

Codes	Montants	Nombre d'actions
		-24.500.000
	23.512.749,67	220.880.430
8702	XXXXXXXXXXXXXXXX	62.164.034
8703	XXXXXXXXXXXXXXXX	158.716.396

Capital non libéré

Capital non appelé
 Capital appelé, non versé
 Actionnaires redevables de libération

Codes	Montant non appelé	Montant appelé, non versé
(101)		XXXXXXXXXXXXXXXX
8712	XXXXXXXXXXXXXXXX	

Actions propres

Détenues par la société elle-même
 Montant du capital détenu
 Nombre d'actions correspondantes
 Détenues par ses filiales
 Montant du capital détenu
 Nombre d'actions correspondantes

Engagement d'émission d'actions

Suite à l'exercice de droits de conversion
 Montant des emprunts convertibles en cours
 Montant du capital à souscrire
 Nombre maximum correspondant d'actions à émettre
 Suite à l'exercice de droits de souscription
 Nombre de droits de souscription en circulation
 Montant du capital à souscrire
 Nombre maximum correspondant d'actions à émettre

Capital autorisé non souscrit

Codes	Exercice
8721	1.040.993,56
8722	9.779.167
8731	
8732	
8740	189.384.455,66
8741	2.435.032,27
8742	22.874.865
8745	
8746	
8747	
8751	23.512.749,67

Parts non représentatives du capital

Répartition

Nombre de parts

Nombre de voix qui y sont attachées

Ventilation par actionnaire

Nombre de parts détenues par la société elle-même

Nombre de parts détenues par les filiales

Codes	Exercice
8761	
8762	
8771	
8781	

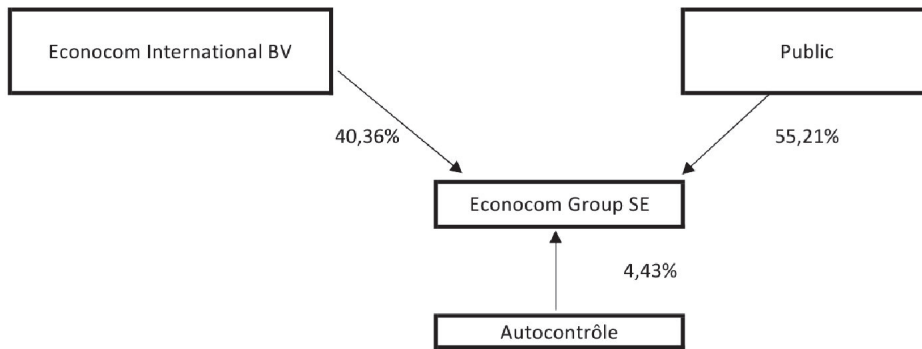
Exercice

EXPLICATION COMPLÉMENTAIRE RELATIVE À L'APPORT (Y COMPRIS L'APPORT EN INDUSTRIE)

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DE L'ENTREPRISE À LA DATE DE CLÔTURE DE SES COMPTES

telle qu'elle résulte des déclarations reçues par la société en vertu de l'article 7:225 du Code des sociétés et des associations, l'article 14, alinéa 4 de la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes ou l'article 5 de l'arrêté royal du 21 août 2008 fixant les règles complémentaires applicables à certains systèmes multilatéraux de négociation.

Structure de l'actionariat - Econocom Group SE



Econocom International BV	40,36%
Public	55,21%
Autocontrôle	4,43%

PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

VENTILATION DE LA RUBRIQUE 164/5 DU PASSIF SI CELLE-CI REPRÉSENTE UN MONTANT IMPORTANT

Provision pour risque sur participations
Provision pour risque sur stock options

Exercice
1.095.000,00
4.405.500,00

ETAT DES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION DU PASSIF**VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE****Dettes à plus d'un an échéant dans l'année**

	Codes	Exercice
Dettes financières	8801	139.034.137,77
Emprunts subordonnés	8811	
Emprunts obligataires non subordonnés	8821	139.034.137,77
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8831	
Etablissements de crédit	8841	
Autres emprunts	8851	
Dettes commerciales	8861	
Fournisseurs	8871	
Effets à payer	8881	
Acomptes sur commandes	8891	
Autres dettes	8901	
Total des dettes à plus d'un an échéant dans l'année	(42)	139.034.137,77

Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir

Dettes financières	8802	250.387.777,16
Emprunts subordonnés	8812	
Emprunts obligataires non subordonnés	8822	250.387.777,16
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8832	
Etablissements de crédit	8842	
Autres emprunts	8852	
Dettes commerciales	8862	
Fournisseurs	8872	
Effets à payer	8882	
Acomptes sur commandes	8892	
Autres dettes	8902	
Total des dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	8912	250.387.777,16

Dettes ayant plus de 5 ans à courir

Dettes financières	8803	
Emprunts subordonnés	8813	
Emprunts obligataires non subordonnés	8823	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8833	
Etablissements de crédit	8843	
Autres emprunts	8853	
Dettes commerciales	8863	
Fournisseurs	8873	
Effets à payer	8883	
Acomptes sur commandes	8893	
Autres dettes	8903	
Total des dettes ayant plus de 5 ans à courir	8913	

DETTES GARANTIES (comprises dans les rubriques 17 et 42/48 du passif)

Dettes garanties par les pouvoirs publics belges

	Codes	Exercice
Dettes financières	8921	
Emprunts subordonnés	8931	
Emprunts obligataires non subordonnés	8941	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8951	
Etablissements de crédit	8961	
Autres emprunts	8971	
Dettes commerciales	8981	
Fournisseurs	8991	
Effets à payer	9001	
Acomptes sur commandes	9011	
Dettes salariales et sociales	9021	
Autres dettes	9051	
Total des dettes garanties par les pouvoirs publics belges	9061	

Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de la société

Dettes financières	8922	
Emprunts subordonnés	8932	
Emprunts obligataires non subordonnés	8942	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8952	
Etablissements de crédit	8962	
Autres emprunts	8972	
Dettes commerciales	8982	
Fournisseurs	8992	
Effets à payer	9002	
Acomptes sur commandes	9012	
Dettes fiscales, salariales et sociales	9022	
Impôts	9032	
Rémunérations et charges sociales	9042	
Autres dettes	9052	
Total des dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de la société	9062	

DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES

Impôts (rubriques 450/3 et 178/9 du passif)

Dettes fiscales échues	9072	
Dettes fiscales non échues	9073	
Dettes fiscales estimées	450	411.188,74

Rémunérations et charges sociales (rubriques 454/9 et 178/9 du passif)

Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale	9076	
Autres dettes salariales et sociales	9077	611.483,89

COMPTES DE RÉGULARISATION

Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important

Exercice

RÉSULTATS D'EXPLOITATION**PRODUITS D'EXPLOITATION****Chiffre d'affaires net**

Ventilation par catégorie d'activité

Fees Management

Fees Back-Office(comptabilité) et fees Métier

Ventilation par marché géographique

Autres produits d'exploitation

Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics

CHARGES D'EXPLOITATION**Travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel**

Nombre total à la date de clôture

Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein

Nombre d'heures effectivement prestées

Frais de personnel

Rémunérations et avantages sociaux directs

Cotisations patronales d'assurances sociales

Primes patronales pour assurances extralégales

Autres frais de personnel

Pensions de retraite et de survie

Codes	Exercice	Exercice précédent
	14.062.650,00	21.417.000,00
	1.806.810,60	2.043.724,42
740		
9086	11	11
9087	10,2	9,9
9088	15.864	16.800
620	1.076.350,70	1.178.917,30
621	232.409,00	319.279,89
622	75.926,22	75.148,95
623	8.112,56	23.710,89
624		

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Provisions pour pensions et obligations similaires			
Dotations (utilisations et reprises) (+)/(-)	635		
Réductions de valeur			
Sur stocks et commandes en cours			
Actées	9110		
Reprises	9111		
Sur créances commerciales			
Actées	9112		
Reprises	9113		
Provisions pour risques et charges			
Constitutions	9115	2.484.220,00	
Utilisations et reprises	9116		2.691.070,00
Autres charges d'exploitation			
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	640		
Autres	641/8	27.363,99	79.298,72
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de la société			
Nombre total à la date de clôture	9096		
Nombre moyen calculé en équivalents temps plein	9097	2,0	2,0
Nombre d'heures effectivement prestées	9098	326	699
Frais pour la société	617	17.948,75	33.271,95

RÉSULTATS FINANCIERS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS FINANCIERS RÉCURRENTS			
Autres produits financiers			
Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats			
Subsides en capital	9125		
Subsides en intérêts	9126		
Ventilation des autres produits financiers			
Différences de change réalisées	754		
Autres			
Plus-value sur réalisation d'actions propres			44.823,84
Divers			1,35
Commissions sur garanties		4.697.722,23	5.113.235,56
CHARGES FINANCIÈRES RÉCURRENTES			
Amortissement des frais d'émission d'emprunts			
	6501	544.027,63	530.725,00
Intérêts portés à l'actif			
	6502		
Réductions de valeur sur actifs circulants			
Actées	6510		150.165,78
Reprises	6511		
Autres charges financières			
Montant de l'escompte à charge de la société sur la négociation de créances	653		
Provisions à caractère financier			
Dotations	6560		
Utilisations et reprises	6561		
Ventilation des autres charges financières			
Différences de change réalisées	654		
Ecart de conversion de devises	655		
Autres			
Moins-values sur réalisation d'actions propres		122.900,00	224.750,54
Diff de change, frais et commissions bancaires		358.770,18	214.292,36

PRODUITS ET CHARGES DE TAILLE OU D'INCIDENCE EXCEPTIONNELLE

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS NON RÉCURRENTS	76	13.393.114,76	6.638.924,70
Produits d'exploitation non récurrents	(76A)		
Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	760		
Reprises de provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels	7620		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	7630		
Autres produits d'exploitation non récurrents	764/8		
Produits financiers non récurrents	(76B)	13.393.114,76	6.638.924,70
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	761	33.000,00	500.000,00
Reprises de provisions pour risques et charges financiers exceptionnels	7621		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations financières	7631	10.623.124,00	
Autres produits financiers non récurrents	769	2.736.990,76	6.138.924,70
CHARGES NON RÉCURRENTES	66	17.317.717,58	46.010.004,13
Charges d'exploitation non récurrentes	(66A)	5.128.724,33	
Amortissements et réductions de valeur non récurrents sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	660		
Provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels: dotations (utilisations)	6620		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	6630		
Autres charges d'exploitation non récurrentes	664/7	5.128.724,33	
Charges d'exploitation non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration	6690		
Charges financières non récurrentes	(66B)	12.188.993,25	46.010.004,13
Réductions de valeur sur immobilisations financières	661	10.000.000,00	16.502.607,00
Provisions pour risques et charges financiers exceptionnels: dotations (utilisations)	6621		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations financières	6631	33.000,00	19.914.459,33
Autres charges financières non récurrentes	668	2.155.993,25	9.592.937,80
Charges financières non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration	6691		

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

	Codes	Exercice
GARANTIES PERSONNELLES CONSTITUÉES OU IRRÉVOCABLEMENT PROMISES PAR LA SOCIÉTÉ POUR SÛRETÉ DE DETTES OU D'ENGAGEMENTS DE TIERS	9149	<u>764.193.943,00</u>
Dont		
Effets de commerce en circulation endossés par la société	9150	
Effets de commerce en circulation tirés ou avalisés par la société	9151	
Montant maximum à concurrence duquel d'autres engagements de tiers sont garantis par la société	9153	
 GARANTIES RÉELLES		
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par la société sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de la société		
Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grevés	91611	
Montant de l'inscription	91621	
Pour les mandats irrévocables d'hypothéquer, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à prendre inscription en vertu du mandat	91631	
Gages sur fonds de commerce		
Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie et qui fait l'objet de l'enregistrement	91711	
Pour les mandats irrévocables de mise en gage du fonds de commerce, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à procéder à l'enregistrement en vertu du mandat	91721	
Gages sur d'autres actifs ou mandats irrévocables de mise en gage d'autres actifs		
La valeur comptable des actifs grevés	91811	
Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie	91821	5.809.011,41
Sûretés constituées ou irrévocablement promises sur actifs futurs		
Le montant des actifs en cause	91911	
Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie	91921	
Privilège du vendeur		
La valeur comptable du bien vendu	92011	
Le montant du prix non payé	92021	

Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par la société sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de tiers

Hypothèques

Valeur comptable des immeubles grevés 91612

Montant de l'inscription 91622

Pour les mandats irrévocables d'hypothéquer, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à prendre inscription en vertu du mandat 91632

Gages sur fonds de commerce

Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie et qui fait l'objet de l'enregistrement 91712

Pour les mandats irrévocables de mise en gage du fonds de commerce, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à procéder à l'enregistrement en vertu du mandat 91722

Gages sur d'autres actifs ou mandats irrévocables de mise en gage d'autres actifs

La valeur comptable des actifs grevés 91812

Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie 91822

Sûretés constituées ou irrévocablement promises sur actifs futurs

Le montant des actifs en cause 91912

Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie 91922

Privilège du vendeur

La valeur comptable du bien vendu 92012

Le montant du prix non payé 92022

Codes	Boekjaar
91612	
91622	
91632	
91712	
91722	
91812	
91822	
91912	
91922	
92012	
92022	

BIENS ET VALEURS DÉTENUS PAR DES TIERS EN LEUR NOM MAIS AUX RISQUES ET PROFITS DE LA SOCIÉTÉ, S'ILS NE SONT PAS PORTÉS AU BILAN

ENGAGEMENTS IMPORTANTS D'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS

ENGAGEMENTS IMPORTANTS DE CESSION D'IMMOBILISATIONS

MARCHÉ À TERME

Marchandises achetées (à recevoir) 9213

Marchandises vendues (à livrer) 9214

Devises achetées (à recevoir) 9215

Devises vendues (à livrer) 9216

Codes	Exercice
9213	
9214	
9215	
9216	

ENGAGEMENTS RÉSULTANT DE GARANTIES TECHNIQUES ATTACHÉES À DES VENTES OU PRESTATIONS DÉJÀ EFFECTUÉES

Exercice

MONTANT, NATURE ET FORME DES LITIGES ET AUTRES ENGAGEMENTS IMPORTANTS

Exercice

RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE PENSION DE RETRAITE OU DE SURVIE INSTAURÉS AU PROFIT DU PERSONNEL OU DES DIRIGEANTS

Description succincte

Mesures prises pour en couvrir la charge

PENSIONS DONT LE SERVICE INCOMBE À LA SOCIÉTÉ ELLE-MÊME

Montant estimé des engagements résultant de prestations déjà effectuées

Bases et méthodes de cette estimation

Code	Exercice
9220	

NATURE ET IMPACT FINANCIER DES ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE, non pris en compte dans le bilan ou le compte de résultats

Exercice

ENGAGEMENTS D'ACHAT OU DE VENTE DONT LA SOCIÉTÉ DISPOSE COMME ÉMETTEUR D'OPTIONS DE VENTE OU D'ACHAT

Exercice
Exercice

NATURE, OBJECTIF COMMERCIAL ET CONSÉQUENCES FINANCIÈRES DES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

A condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages soit nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de la société

Exercice

AUTRES DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN (dont ceux non susceptibles d'être quantifiés)

Exercice

**RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES AUTRES
ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION**

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES LIÉES			
Immobilisations financières	(280/1)	1.025.998.060,81	1.006.570.344,23
Participations	(280)	831.198.061,31	756.270.344,73
Créances subordonnées	9271		
Autres créances	9281	194.799.999,50	250.299.999,50
Créances	9291	6.024.793,69	9.871.049,97
A plus d'un an	9301		
A un an au plus	9311	6.024.793,69	9.871.049,97
Placements de trésorerie	9321		
Actions	9331		
Créances	9341		
Dettes	9351	280.385.834,90	18.630.244,77
A plus d'un an	9361		
A un an au plus	9371	280.385.834,90	18.630.244,77
Garanties personnelles et réelles			
Constituées ou irrévocablement promises par la société pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées	9381		
Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises liées pour sûreté de dettes ou d'engagements de la société	9391		
Autres engagements financiers significatifs	9401		
Résultats financiers			
Produits des immobilisations financières	9421	30.847.644,05	25.164.679,45
Produits des actifs circulants	9431	3.876,54	1.637.797,70
Autres produits financiers	9441	4.697.722,23	5.113.235,56
Charges des dettes	9461	2.743.827,93	466.406,05
Autres charges financières	9471		
Cessions d'actifs immobilisés			
Plus-values réalisées	9481		
Moins-values réalisées	9491		

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES AUTRES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES ASSOCIÉES			
Immobilisations financières	9253		
Participations	9263		
Créances subordonnées	9273		
Autres créances	9283		
Créances	9293		
A plus d'un an	9303		
A un an au plus	9313		
Dettes	9353		
A plus d'un an	9363		
A un an au plus	9373		
Garanties personnelles et réelles			
Constituées ou irrévocablement promises par la société pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises associées	9383		
Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises associées pour sûreté de dettes ou d'engagements de la société	9393		
Autres engagements financiers significatifs	9403		
AUTRES ENTREPRISES AVEC UN LIEN DE PARTICIPATION			
Immobilisations financières	9252	485.071,96	485.071,96
Participations	9262	485.071,96	485.071,96
Créances subordonnées	9272		
Autres créances	9282		
Créances	9292		
A plus d'un an	9302		
A un an au plus	9312		
Dettes	9352		
A plus d'un an	9362		
A un an au plus	9372		

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES EFFECTUÉES DANS DES CONDITIONS AUTRES QUE CELLES DU MARCHÉ

Mention de telles transactions, si elles sont significatives, y compris le montant et indication de la nature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la position financière de la société

Néant

Exercice

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC

LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT LA SOCIÉTÉ SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES

Créances sur les personnes précitées

Conditions principales des créances, taux d'intérêt, durée, montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé

Garanties constituées en leur faveur

Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable

Aux administrateurs et gérants

Aux anciens administrateurs et anciens gérants

Codes	Exercice
9500	
9501	
9502	
9503	426.000,00
9504	

LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)

Emoluments du (des) commissaire(s)

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisorale

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisorale

Codes	Exercice
9505	189.558,00
95061	94.150,00
95062	
95063	
95081	
95082	15.000,00
95083	

Mentions en application de l'article 3:64, §2 et §4 du Code des sociétés et des associations

En conformité avec l'article 3:64§4 du Code des sociétés et des associations, l'appréciation "1-1" du rapport des rémunérations et des émoluments audit vs. non-audit du Commissaire et des personnes y liées est effectuée pour l'ensemble du groupe Econom, dont la société fait partie. En conséquence, le respect du rapport "1-1" est justifié en annexe des comptes annuels consolidés publiés par la société, auxquels nous vous référons pour plus de détails.

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS**INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR LES SOCIÉTÉS SOUMISES AUX DISPOSITIONS DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS**

La société établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion*

~~La société n'établit pas de comptes consolidés ni de rapport consolidé de gestion, parce qu'elle en est exemptée pour la (les) raison(s) suivante(s)*~~

~~La société et ses filiales ne dépassent pas, sur base consolidée, plus d'une des limites visées à l'article 1:26 du Code des sociétés et des associations*~~

~~La société ne possède que des sociétés filiales qui, eu égard à l'évaluation du patrimoine consolidé, de la position financière consolidée ou du résultat consolidé, ne présentent, tant individuellement que collectivement, qu'un intérêt négligeable* (article 3:23 du Code des sociétés et des associations)~~

~~La société est elle-même filiale d'une société mère qui établit et publie des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation*~~

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une société de droit belge, numéro d'entreprise de la (des) société(s) mère(s) et indication si cette (ces) société(s) mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation**:

Si la (les) société(s) mère(s) est (sont) de droit étranger, lieu où les comptes consolidés dont question ci-avant peuvent être obtenus**:

* Biffer la mention inutile.

** Si les comptes de la société sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements sont donnés d'une part, pour l'ensemble le plus grand et d'autre part, pour l'ensemble le plus petit de sociétés dont la société fait partie en tant que filiale et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

RELATIONS FINANCIÈRES DU GROUPE DONT LA SOCIÉTÉ EST À LA TÊTE EN BELGIQUE AVEC LE (LES) COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)

Mentions en application de l'article 3:65, §4 et §5 du Code des sociétés et des associations

Emoluments du (des) commissaire(s) pour l'exercice d'un mandat de commissaire au niveau du groupe dont la société qui publie des informations est à la tête

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies auprès de ce groupe par le(s) commissaire(s)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisorale

Emoluments des personnes avec lesquelles le (les) commissaire(s) est lié (sont liés) pour l'exercice d'un mandat de commissaire au niveau du groupe dont la société qui publie des informations est à la tête

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies auprès de ce groupe par des personnes avec lesquelles le (les) commissaire(s) est lié (sont liés)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisorale

Codes	Exercice
9507	358.718,00
95071	97.150,00
95072	
95073	
9509	766.500,00
95091	
95092	106.993,00
95093	

Mentions en application de l'article 3:64, §2 et §4 du Code des sociétés et des associations

RÈGLES D'ÉVALUATION

I.Principes généraux

Les règles d'évaluation sont établies conformément aux dispositions à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des Sociétés.

II.Règles particulières

A.Frais d'établissement

Les frais d'établissement (frais d'augmentation de capital, d'acquisition de sociétés) sont portés à l'actif et pris en charge par voie d'amortissements linéaires en 5 ans et en 7 ans.

Les frais d'établissement totalement amortis sont extournés.

Les frais d'émission d'emprunts actés, pour un montant total de 2.767.453,53 € au 31/12/2020 concernent :

* l'émission d'emprunt obligataire EURO PP pour 55.500.000,00 € (amortissement pendant 7 ans taux actuariel du 08/06/2015 au 08/06/2022)

* l'émission d'emprunt obligataire EURO PP pour 45.500.000,00 € (amortissement pendant 5 ans taux actuariel du 08/06/2015 au 08/06/2020)

* l'émission d'emprunt obligataire SCHULDSCHEIN pour 22.000.000,00 € (amortissement pendant 5 ans taux actuariel du 28/11/2016 au 29/11/2021)

* l'émission d'emprunt obligataire SCHULDSCHEIN pour 115.000.000,00 € (amortissement pendant 5 ans taux actuariel du 28/11/2016 au 31/12/2021)

* l'émission d'emprunt obligataire SCHULDSCHEIN pour 13.000.000,00 € (amortissement pendant 7 ans taux actuariel du 28/11/2016 au 28/11/2023)

* l'émission d'emprunt obligataire OCEANE pour 200.000.000,00 € (amortissement pendant 5 ans taux actuariel du 06/03/2018 au 05/03/2023)

B.Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (licences et logiciels) sont portés à l'actif et sont amortis selon leur durée d'utilisation probable de manière linéaire.

C.Immobilisations corporelles

1. Valeur d'acquisition

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition ou à leur prix de revient ou à leur valeur d'apport.

2. Frais accessoires

Les frais accessoires aux investissements sont inclus dans leur valeur d'acquisition des immobilisations corporelles concernées. Ils sont amortis au même rythme que les immobilisations auxquelles ils se rapportent.

3. Amortissements

Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilisation probable en utilisant la méthode linéaire et sur base du prorata temporis (calculé en jours) pour la première annuité d'amortissement.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

-constructions : sur 33 ans

-matériel informatique : sur 4 ans

-matériel micro-informatique : sur 3 ans

D.Immobilisations financières

1.Les participations, actions et parts

Les participations, actions et parts sont portées à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition à l'exclusion des frais accessoires et sous déduction des montants restant éventuellement à libérer.

A la fin de chaque exercice, chaque titre fait l'objet d'une évaluation individuelle en fonction de la situation, de la rentabilité ou des perspectives de la société concernée. La méthode d'évaluation est choisie objectivement en tenant compte de la nature et des caractéristiques du titre concerné. Dans la plupart des cas, la valeur d'actif nette est retenue, ou la valeur de marché si celle-ci est inférieure à la valeur d'actif net. Le critère retenu pour un titre est appliqué de manière systématique d'un exercice à l'autre sauf si l'évolution des circonstances le justifie, auquel cas une mention particulière est faite dans l'annexe.

Lorsque l'évaluation ainsi réalisée fait apparaître une dépréciation durable par rapport à la valeur d'inventaire, les titres font l'objet d'une réduction de valeur.

2.Les créances comptabilisées en immobilisations financières

Les créances comptabilisées en immobilisations financières sont enregistrées à leur valeur nominale. Les titres à revenu fixe sont comptabilisés à la valeur d'acquisition. Si leur remboursement à l'échéance apparaît, en tout ou en partie, incertain ou compromis, ces créances et ces titres font l'objet d'une réduction de valeur à due concurrence.

E.Stocks

RÈGLES D'ÉVALUATION

Les stocks de matériel informatique sont enregistrés à l'actif à leur prix d'acquisition et font l'objet d'une réduction de valeur sur le même principe qu'un amortissement linéaire sur une durée de 3 ans.

Ces réductions de valeur sont reprises lorsque le matériel informatique sort du stock pour être vendu.

F.Créances, placements de trésorerie

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ou à leur valeur d'acquisition et font l'objet de réductions de valeur si leur remboursement à l'échéance apparaît incertain ou compromis, en tout ou en partie.

G.Valeurs disponibles

Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition et font l'objet d'une réduction de valeur si le cours de clôture du marché est inférieur au cours moyen dans les comptes.

C'est la méthode FIFO qui est utilisée pour la comptabilisation en cas de cession d'actions propres, en cas de destruction d'actions propres et en cas d'exercice de stock options.

La date de comptabilisation retenue pour l'exercice des levées d'options est la date du Conseil d'Administration qui approuve la levée de ces stock options.

H.Provisions

A chaque arrêté des comptes, des provisions pour risques peuvent être constituées pour couvrir tous les risques prévus ou pertes éventuelles nés au cours de l'exercice ou des exercices antérieurs.

I.Dettes

Les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Les obligations sont considérées en majeure partie comme des dettes financières (395 millions d'€). Les frais d'émission ont en outre été comptabilisés en frais d'établissement à l'actif du bilan et sont amortis financièrement au même rythme que l'obligation.

J.Opérations en devises

Les opérations en monnaies étrangères sont converties au taux en vigueur à la date des dites transactions. Les avoirs, dettes et engagements libellés en devises étrangères sont convertis dans les états financiers des sociétés consolidées au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change réalisées calculées en application de cette règle sont enregistrées en compte de résultats au cours de la période.

En fin d'exercice, les principaux postes monétaires en devises font l'objet d'une réestimation sur base des cours de change au comptant à la date d'arrêté des comptes. Les écarts de conversion nets par devise constatés à cette occasion font l'objet d'une inscription dans les comptes de régularisation de passif s'il s'agit d'un bénéfice latent ou dans les comptes de régularisation d'actif s'il s'agit d'une perte latente.

K.Comptes de régularisation

Compte actif : le report des charges exposées pendant l'exercice mais imputable en tout ou en partie à un exercice ultérieur est évalué en adoptant une règle proportionnelle.

Compte passif : les revenus ou fractions de revenus financiers acquis au cours de l'exercice mais revenant à l'exercice ultérieur.

L.Droits et engagements hors bilan

Les droits et engagements hors bilan sont mentionnés dans les annexes, par catégorie, pour la valeur nominale de l'engagement figurant au contrat ou, à défaut pour la valeur estimée. Les droits et engagements non susceptibles d'être quantifiés sont mentionnés pour mémoire.

BILAN SOCIAL

Numéros des commissions paritaires dont dépend la société:

218

ETAT DES PERSONNES OCCUPÉES**TRAVAILLEURS POUR LESQUELS LA SOCIÉTÉ A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL**

Au cours de l'exercice	Codes	Total	1. Hommes	2. Femmes
Nombre moyen de travailleurs				
Temps plein	1001	7,8	1,0	6,8
Temps partiel	1002	3,3		3,3
Total en équivalents temps plein (ETP)	1003	10,2	1,0	9,2
Nombre d'heures effectivement prestées				
Temps plein	1011	12.937	1.654	11.283
Temps partiel	1012	2.927		2.927
Total	1013	15.864	1.654	14.210
Frais de personnel				
Temps plein	1021	1.135.819,08		
Temps partiel	1022	256.979,40		
Total	1023	1.392.798,48		
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033	16.357,40		

Au cours de l'exercice précédent	Codes	P. Total	1P. Hommes	2P. Femmes
Nombre moyen de travailleurs en ETP	1003	9,9	1,9	8,0
Nombre d'heures effectivement prestées	1013	16.800	3.241	13.559
Frais de personnel	1023	1.597.057,03	260.814,00	1.336.243,03
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033			

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS LA SOCIÉTÉ A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL (suite)

	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
A la date de clôture de l'exercice				
Nombre de travailleurs	105	8	3	10,2
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	110	8	3	10,2
Contrat à durée déterminée	111			
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	112			
Contrat de remplacement	113			
Par sexe et niveau d'études				
Hommes	120	1		1,0
de niveau primaire	1200			
de niveau secondaire	1201			
de niveau supérieur non universitaire	1202			
de niveau universitaire	1203	1		1,0
Femmes	121	7	3	9,2
de niveau primaire	1210			
de niveau secondaire	1211	4		4,0
de niveau supérieur non universitaire	1212	1	2	2,7
de niveau universitaire	1213	2	1	2,5
Par catégorie professionnelle				
Personnel de direction	130			
Employés	134	8	3	10,2
Ouvriers	132			
Autres	133			

PERSONNEL INTÉrimAIRE ET PERSONNES MISES À LA DISPOSITION DE LA SOCIÉTÉ

	Codes	1. Personnel intérimaire	2. Personnes mises à la disposition de la société
Au cours de l'exercice			
Nombre moyen de personnes occupées	150	2,0	
Nombre d'heures effectivement prestées	151	326	
Frais pour la société	152	17.948,75	

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

ENTRÉES	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice	205	1		1,0
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	210	1		1,0
Contrat à durée déterminée	211			
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	212			
Contrat de remplacement	213			

SORTIES	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice	305	1		1,0
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	310	1		1,0
Contrat à durée déterminée	311			
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	312			
Contrat de remplacement	313			
Par motif de fin de contrat				
Pension	340			
Chômage avec complément d'entreprise	341			
Licenciement	342			
Autre motif	343	1		1,0
Dont: le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prester des services au profit de la société comme indépendants	350			

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

	Codes	Hommes	Codes	Femmes
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5801		5811	1
Nombre d'heures de formation suivies	5802		5812	16
Coût net pour la société	5803		5813	600,00
dont coût brut directement lié aux formations	58031		58131	600,00
dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs	58032		58132	
dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)	58033		58133	
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5821		5831	
Nombre d'heures de formation suivies	5822		5832	
Coût net pour la société	5823		5833	
Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5841		5851	
Nombre d'heures de formation suivies	5842		5852	
Coût net pour la société	5843		5853	

05

rapport de gestion

Rapport de gestion du Conseil d'Administration sur les comptes	112		
1. Situation du groupe et faits marquants	112		
1.1. Variations de périmètre de l'exercice	113		
1.2. Principaux investissements	113		
1.3. Opération de financement	114		
1.4. Recherche et développement	114		
2. Résultats de l'exercice	115		
2.1. Compte de résultat	115		
2.2. Bilan et structure financière	120		
2.3. Comptes sociaux 2020 de la société Econocom Group SE	124		
3. Facteurs de risque et litiges	128		
4. Perspectives 2021 et rémunération des Actionnaires	128		
5. Déclaration de gouvernance d'entreprise	129		
5.1. Code de gouvernance d'entreprise applicable	129		
5.2. Dérogations au Code 2020	129		
5.3. Description des caractéristiques du contrôle interne et de la gestion des risques dans le cadre du processus d'établissement de l'information financière		130	
5.4. Structure de l'actionnariat et limitations des droits Actionnaires		132	
5.5. Composition et mode de fonctionnement des organes d'administration et de leurs Comités		133	
5.6. Compositions organes de surveillance		139	
5.7. Rapport de rémunération 2020		139	
5.8. Politique d'affectation du résultat et politique de dividendes		145	
5.9. Relations avec les Actionnaires dominants		145	
5.10. Mention des schémas d'intéressement du personnel dans le capital d'Econocom Group		145	
5.11. Émoluments du Commissaire		148	
5.12. Auto-détention d'actions		148	
6. Événements subséquents à la clôture des comptes		149	

Rapport de gestion du Conseil d'Administration sur les comptes

À l'Assemblée Générale du 18 mai 2021 sur les comptes clos au 31 décembre 2020

Conformément à la législation en vigueur et aux Statuts de la Société, nous soumettons à votre approbation le rapport d'activité de la Société, ses États financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, ainsi que le rapport de rémunération.

La définition des indicateurs de performance est fournie en annexe à ce rapport lorsqu'elle diffère des définitions communément admises.

L'information non-financière prévue par les articles 3:6 et 3:34 du Code des sociétés et des associations (CSA) est reprise dans le chapitre 3 « Responsabilité Sociétale d'Entreprise » du rapport annuel.

1. Situation du groupe et faits marquants

Le groupe Econocom a réalisé en 2020 un chiffre d'affaires de 2 559 millions d'euros sur ses activités poursuivies, en repli contenu malgré la crise sanitaire et économique : en organique, il ressort en baisse de 11,3 % par rapport à l'exercice précédent. Cette tendance baissière s'est toutefois ralentie en fin d'année avec une décroissance organique limitée à 8,4 % au 4^{ème} trimestre 2020.

L'activité Digital Services and Solutions (DSS) ressort à 1 646 millions d'euros, en baisse plus limitée de 5,9 % en organique. Cette diminution s'explique par les périodes de confinement qui sont intervenues dans les différents pays dans lequel le groupe est actif et par des décalages dans la mise en place de certains projets. Grâce à la dynamique de Produits & Solutions (croissance de 8,3 %) et à une activité quasi stable chez Services, DSS a enregistré une croissance organique de 4,7 % au 4^{ème} trimestre 2020.

Le chiffre d'affaires de l'activité TMF atteint 913 millions d'euros et affiche une baisse de 19,6 %, principalement due à la crise sanitaire et à l'attentisme qu'elle a généré dans les prises de décisions des entreprises.

Dans ce contexte particulier, Econocom a également souhaité de réduire le volume d'opérations financées sur fonds propres.

En 2020, les activités non poursuivies ont réalisé un chiffre d'affaires de 97 millions d'euros, en baisse sensible par rapport à l'exercice précédent du fait des cessions intervenues au cours de l'année.

Malgré la baisse du chiffre d'affaires, le Résultat Opérationnel Courant⁽¹⁾ des activités poursuivies atteint 122,5 millions d'euros. À périmètre constant, il est en légère croissance. Pour réaliser cette performance, le groupe a finalisé en 2020 son plan de réduction des coûts structurels de 97 millions d'euros lancé début 2019, a bénéficié de l'amélioration continue de la productivité des Services et s'est focalisé sur les projets à plus forte valeur ajoutée.

Au terme de l'exercice 2020 le groupe a également atteint l'objectif de désendettement qu'il s'était donné il y a un peu plus de 2 ans. Ainsi le groupe affiche au 31 décembre 2020, un excédent de trésorerie de 20,2 millions d'euros, à comparer à une dette nette comptable de 252,2 millions d'euros à fin 2019. Ces 2 chiffres tiennent compte de contrats TMF autoportés et refinancés avec recours pour

(1) Avant amortissements des actifs incorporels d'acquisition.

respectivement 185,9 et 238,5 millions d'euros.

Ce désendettement de 272,4 millions d'euros reflète, d'une part, une bonne génération de trésorerie opérationnelle, des produits de cessions d'actifs non stratégiques pour près de 125 millions d'euros ainsi que la baisse du volume d'opérations financées sur fonds propres. Ce désendettement a été réalisé tout en payant en novembre 2020 un dividende à hauteur de 0,12 euro par action, montant identique à celui des remboursements de primes d'émission des dernières années, et en poursuivant les rachats d'actions propres.

1.1. Variations de périmètre de l'exercice

1.1.1. CESSIONS

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan de transformation et de recentrage, Econocom a réalisé au cours de l'exercice les opérations de cession suivantes :

- **Econocom Business Continuity** : fin juin 2020, Econocom a cédé à la société d'investissement Chequers Capital sa filiale regroupant les activités de maintenance en France ;
- **Cineolia** : fin juillet, Econocom a procédé à la cession de l'intégralité de sa participation dans sa filiale Cineolia ;
- **Econocom Digital Security** : fin septembre 2020, Econocom a cédé à Atos l'intégralité de sa participation dans la société Econocom Digital Security.

1.1.2. VARIATIONS DES POURCENTAGES D'INTÉRÊT

- **Altabox** : Econocom Group a augmenté sa participation dans la Société *via* l'acquisition des titres d'un actionnaire minoritaire, portant ainsi sa participation à 80 %.
- **Bizmatica** : Econocom a exercé ses options, portant son taux d'intérêt dans cette filiale à 100 %.
- **Asystel Italia** : Econocom Group a procédé à l'acquisition des titres d'un actionnaire minoritaire augmentant sa participation dans la société à 70 %.
- **EnergyNet** : le groupe a exercé en fin d'année ses options sur le solde du capital de la Société, portant son taux d'intérêt à 100 %.

1.1.3. ACQUISITION

Au cours de l'exercice, le groupe a réalisé une opération d'acquisition.

- **Les Abeilles** : en septembre 2020, Econocom a acquis l'intégralité du capital de la société française Les Abeilles, spécialiste français du remorquage et du sauvetage en haute-mer. Cette société a été rattachée à l'activité Technologie Management & Financing.

1.2. Principaux investissements

Outre les prises de participation décrites ci-dessus, les principaux investissements réalisés par le groupe au cours de l'année 2020 pour consolider et transformer ses opérations sont liés à la création de nouvelles offres, au développement d'outils informatiques, au recrutement à des postes clés ainsi qu'au renouvellement des équipes.

1.3. Opération de financement

Opérations de rachats d'actions propres

Le groupe a poursuivi en 2020 ses rachats d'actions propres. Il en a acquis 10 871 023. Après prise en compte des cessions, des remises de titres à des managers bénéficiant de plans d'intéressement au capital et de l'annulation d'actions propres décidée par l'Assemblée Générale du 19 mai 2020, le groupe détenait, au 31 décembre 2020, 9 779 167 actions, soit 4,43 % du capital de la Société.

Ces opérations témoignent de la volonté du groupe de gérer la dilution de son actionnariat et de sa confiance dans ses perspectives de croissance.

1.4. Recherche et développement

En 2020, les efforts en matière de R&D ont été réalisés dans la continuité des domaines développés les années précédentes et avec pour objectif d'accompagner au plus près les mises en production de solutions innovantes chez nos clients. Les domaines poursuivis sont plus particulièrement la visualisation de données (DATAVIZ), l'aide à la décision, le développement de solutions intégrées dans le domaine de l'IoT, de la reconnaissance d'image en temps réel, de la facturation de microservices liée à la 5G et de l'apprentissage automatique (*machine learning*) appliqué à l'automatisation de processus.

2. Résultats de l'exercice

2.1. Compte de résultat

en millions €	2020	2019 retraité ⁽¹⁾	Variation
Chiffre d'affaires	2 558,7	2 914,0	(12,2 %)
<i>Technology Management & Financing (TMF)</i>	912,6	1 134,7	(19,6 %)
<i>Digital Services & Solutions (DSS)</i>	1 646,1	1 779,3	(7,5 %)
Résultat opérationnel courant ⁽²⁾	122,5	127,6	(4,0 %)
Résultat opérationnel courant	120,4	125,6	(4,2 %)
Autres produits et charges non courants	(36,2)	(24,5)	48,2 %
Résultat opérationnel	84,1	101,2	(16,8 %)
Autres charges et produits financiers	(16,2)	(18,6)	(12,8 %)
Résultat avant impôt	67,9	82,6	(17,7 %)
Impôts	(18,5)	(22,6)	(17,9 %)
Résultat net des activités poursuivies	49,4	60,0	(17,7 %)
Résultat des sociétés mises en équivalence	0,1	-	n/a
Résultat des activités non poursuivies	0,7	(11,4)	(106,5 %)
Résultat net consolidé	50,2	48,6	3,4 %
Résultat net, part des minoritaires	3,4	3,9	(12,7 %)
Résultat net, part du groupe	46,8	44,7	4,8 %
Résultat net récurrent, part du groupe ⁽²⁾	68,2	73,2	(6,8 %)

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges 2019 des activités considérées comme non poursuivies en 2020 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat 2019.

(2) Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition/Résultat net récurrent part du groupe : afin de faciliter le suivi et la comparabilité de ses performances opérationnelles et financières, le groupe Econocom présente deux indicateurs clés, le « Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition » et le « Résultat net récurrent, part du groupe », dont la définition est donnée en annexe.

Passage du résultat publié au résultat récurrent

en millions €	2020 publié	Amort. des actifs incorporels d'acquisition	Autres éléments non courants	Résultat des activités non pour- suivies	2020 récurrent	2019 récurrent ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	2 558,7	-	-	-	2 558,7	2 914,0
Résultat opérationnel courant	120,4	2,1	-	-	122,5	127,6
Autres produits et charges opérationnels non courants	(36,2)	-	36,2	-	-	-
Résultat opérationnel	84,1	2,1	36,2	-	122,5	127,6
Autres produits et charges financiers	(16,2)	-	(0,9)	-	(17,1)	(18,6)
Résultat avant impôt	67,9	2,1	35,3	-	105,3	109,0
Impôt	(18,5)	(0,7)	(14,5)	-	(33,8)	(31,4)
Résultat des sociétés mises en équivalence	0,1	-	-	-	0,1	-
Résultat des activités non poursuivies	0,7	-	-	(0,7)	-	-
Résultat net consolidé	50,2	1,4	20,8	(0,7)	71,7	77,6
Résultat net, part des minoritaires	3,4	-	0,1	-	3,5	4,4
Résultat net, part du groupe	46,8	1,4	20,7	(0,7)	68,2	73,2

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges 2019 des activités considérées comme non poursuivies en 2020 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat 2019.

Résultat net par action part du groupe

en €	2020	2019 retraité ⁽¹⁾	Variation
Résultat par action	0,22	0,20	10,1 %
Résultat des activités poursuivies par action	0,21	0,25	(13,9 %)
Résultat des activités non poursuivies par action	0,00	(0,05)	(106,8 %)
Résultat par action dilué	0,21	0,19	10,5 %
Résultat des activités poursuivies par action dilué	0,21	0,23	(12,1 %)
Résultat des activités non poursuivies par action dilué	0,00	(0,05)	(106,8 %)
Résultat net récurrent par action	0,31	0,32	(2,1 %)

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges 2019 des activités considérées comme non poursuivies en 2020 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat 2019.

Nombre d'actions en circulation

	2020	2019
Nombre moyen d'actions en circulation ⁽¹⁾	216 865 774	227 816 144
Nombre total d'actions à la clôture	220 880 430	245 380 430
Nombre d'actions en circulation à la clôture ⁽¹⁾	211 101 263	221 922 286
Cours de l'action Econocom au 31 décembre (en €)	2,48	2,43
Capitalisation boursière au 31 décembre (en millions €)	547	597

⁽¹⁾ Hors actions propres.

Commentaires sur les chiffres clés du groupe

Le groupe Econocom a réalisé en 2020 un chiffre d'affaires consolidé de 2 559 millions d'euros contre 2 914 millions d'euros en 2019. À périmètre et normes constants, le chiffre d'affaires enregistre une décroissance organique de 11,3 %.

Le résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition s'élève à 122,5 millions d'euros contre 127,6 millions en 2019, en raison notamment des cessions intervenues en 2019 et 2020, et notamment celle de Rayonnement conclue fin décembre 2019. À périmètre et change constant, le résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition est en progression d'environ 2,5 millions d'euros.

Le résultat opérationnel du groupe est de 84,1 millions d'euros, contre 101,2 millions

d'euros en 2019. Les charges non courantes ressortent en effet à 36,2 millions d'euros, contre 24,5 millions d'euros en 2019. Ces charges correspondent notamment aux mesures d'adaptation de l'organisation, aux coûts des ressources inoccupées dans le cadre de la pandémie du fait du Covid-19 et comprennent notamment la plus-value réalisée lors de la cession d'Econocom Digital Security en octobre 2020.

La charge financière nette est de à 16,2 millions d'euros contre 18,6 millions d'euros en 2019. Cette forte réduction s'explique notamment par la diminution de la dette nette comptable ainsi que par une moindre charge nette sur les emprunts obligataires, conséquence du remboursement d'une partie de l'emprunt Euro PP et des opérations de rachat d'obligations convertibles réalisées au cours du dernier trimestre.

2.1.1. CHIFFRES CLÉS PAR ACTIVITÉ

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant * se répartissent comme suit :

Chiffre d'affaires

en millions €	2020	2019 retraité ⁽¹⁾	Variation à normes comparables	Variation à périmètre comparable
Technology Management & Financing	913	1 135	(19,6 %)	(19,6 %)
Digital Services & Solutions	1 646	1 779	(7,5 %)	(5,9 %)
Total Chiffre d'affaires	2 559	2 914	(12,2 %)	(11,3 %)

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges 2019 des activités considérées comme non poursuivies en 2020 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat 2019.

Résultat opérationnel courant ⁽²⁾

en millions €	2020	2019 retraité ⁽¹⁾	Variation totale	ROC (en % du CA 2019)	ROC (en % du CA 2019)
Technology Management & Financing	37,0	44,0	(15,8 %)	4,1 %	3,9 %
Digital Services & Solutions	85,5	83,6	2,1 %	5,2 %	4,7 %
Total résultat opérationnel courant ⁽²⁾	122,5	127,6	(4,1 %)	4,8 %	4,4 %

(1) Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges 2019 des activités considérées comme non poursuivies en 2020 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat 2019.

(2) Avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition.

Au 31 décembre 2020, l'activité Technology Management & Financing réalise un chiffre d'affaires de 913 millions d'euros, en baisse de 19,6 % essentiellement due aux effets de la crise sanitaire. Malgré cette pandémie et ses conséquences sur le climat des affaires et l'activité économique en Europe et aux États Unis, certaines régions ont mieux résisté, notamment la France. À l'inverse, la filiale américaine a souffert de décalages dans la signature de certaines affaires. Le résultat opérationnel courant* de cette activité ressort à 37,0 millions d'euros contre 44,0 millions d'euros en 2019. Cette variation s'explique essentiellement par la diminution du volume d'affaires, la profitabilité de cette activité s'étant légèrement améliorée.

Le chiffre d'affaires de l'activité Digital Services & Solutions s'établit à 1 646 millions d'euros en 2020 contre 1 779 millions d'euros en 2019. Nette des variations de change et de périmètre, la décroissance organique s'établit à 5,9 % et s'explique par la crise sanitaire et économique qui touche l'Europe depuis le printemps 2020. Le quatrième trimestre a toutefois vu le chiffre d'affaires croître de 4,7 % par rapport au quatrième trimestre 2019. L'activité a bénéficié du besoin d'équipement des entreprises et institutions publiques qui ont soutenu l'activité « Produits et Solutions » ce qui compense le décalage rencontré dans la livraison de certains projets. Le résultat

*

opérationnel courant** atteint 85,5 millions d'euros contre 83,6 millions d'euros l'an dernier et ce, malgré les cessions de Digital Security en octobre 2020 et Rayonnement en

décembre 2019. Cette amélioration est le fruit notamment des mesures de réduction des coûts mises en place depuis 2019.

2.1.2. CHIFFRES CLÉS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Le chiffre d'affaires se détaille comme suit :

en millions €	2020	2019 retraité ⁽¹⁾	Variation à normes comparables
France	1 446	1 544	(6,4 %)
Benelux	347	393	(11,8 %)
Europe du Sud	445	529	(15,9 %)
Europe du Nord et de l'Est	226	261	(13,3 %)
Amériques	95	187	(49,2 %)
Total Chiffre d'affaires	2 559	2 914	(12,2 %)

⁽¹⁾ Conformément à la norme IFRS 5, les produits et charges 2019 des activités considérées comme non poursuivies en 2020 sont reclassés en « Résultat net des activités non poursuivies » dans le compte de résultat 2019.

De façon générale, toutes les zones géographiques du groupe ont été touchées par la crise sanitaire et ses conséquences sur l'activité économique.

La zone France résiste mieux en raison notamment d'un meilleur équilibre entre les différents métiers du groupe. L'activité TMF y a également bénéficié de contrats importants qui ont permis de limiter la décroissance et les activités DSS y sont plus importantes.

La baisse du chiffre d'affaires au Benelux provient principalement des activités Technology Management & Financing aux Pays-Bas malgré de bonnes performances de l'activité Digital Services & Solutions.

La baisse du chiffre d'affaires Europe du Sud provient principalement des activités Technology Management & Financing qui représentent dans cette zone une part importante de l'activité.

L'Europe du Nord et de l'Est est en décroissance organique essentiellement en raison de l'activité Technology Management & Financing au Royaume-Uni; à l'inverse, l'activité Digital Services & Solutions en Allemagne a réalisé une belle croissance.

La zone Amériques est en recul plus important en raison de retards pris dans la livraison de grands projets dans l'activité Digital Services & Solutions et de décalage dans la contractualisation d'affaires dans l'activité Technology Management & Financing.

* Avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition.

2.2. Bilan et structure financière

<i>en millions €</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Ecart d'acquisition	499,5	512,9
Autres actifs long terme	167,9	182,7
Intérêts résiduels sur contrats de location	175,2	165,0
Autres actifs non courants	62,3	51,0
Clients et autres débiteurs ⁽¹⁾	894,1	1 093,7
Autres actifs courants	137,0	136,6
Trésorerie	649,3	593,8
Actifs détenus en vue de la vente	74,3	201,1
Total actif	2 659,8	2 936,8

⁽¹⁾ Dont encours de location autoportés : 185,9 millions d'euros au 31 décembre 2020 contre 238,5 millions d'euros au 31 décembre 2019.

<i>en millions €</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
Capitaux propres – Part du groupe	406,1	410,2
Capitaux propres – Minoritaires	66,9	73,7
Capitaux propres – Total	472,9	483,9
Emprunts obligataires ⁽¹⁾	388,6	441,4
Dettes financières ⁽¹⁾	240,5	404,6
Provisions	91,0	73,2
Engagement sur valeurs résiduelles	103,7	101,5
Fournisseurs et autres créditeurs	992,1	980,6
Autres passifs	341,4	368,3
Passifs détenus en vue de la vente	29,5	83,2
Total passif et capitaux propres	2 659,8	2 936,8

⁽¹⁾ Compte tenu de la trésorerie apparaissant à l'actif pour 649,3 millions d'euros au 31 décembre 2020 (et 593,8 millions d'euros au 31 décembre 2019) et des emprunts obligataires et dettes financières, le bilan fait ressortir un excédent de trésorerie de 20,2 millions d'euros au 31 décembre 2020 (contre un endettement net de 252,2 millions d'euros au 31 décembre 2019) ; ces dettes financières tiennent compte notamment de 185,9 millions d'euros au 31 décembre 2020 (et 238,5 millions d'euros au 31 décembre 2019) correspondant aux contrats de l'activité TMF autoportés et aux loyers attendus y afférents.

La présentation ci-dessous du bilan en donne une lecture plus économique :

- en imputant la trésorerie d'actif sur les dettes obligataires et les autres dettes financières au passif afin d'y faire apparaître directement l'endettement net comptable ;
- en faisant ressortir des créances clients à l'actif et de l'endettement net au passif la part correspondant aux contrats TMF autoportés.

<i>en millions €</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
ACTIF		
Écart d'acquisition	499,5	512,9
Autres actifs non courants	230,2	233,7
Intérêts résiduels dans les actifs donnés en location	175,2	165,0
Clients et autres débiteurs	894,1	1 093,7
<i>dont encours de location autoportés</i>	<i>185,9</i>	<i>238,5</i>
Autres actifs courants	137,0	136,6
Actifs détenus en vue de la vente	74,3	201,1
Total actif	2 010,5	2 343,0

<i>en millions €</i>	31 décembre 2020	31 décembre 2019
PASSIF		
Capitaux propres	472,9	483,9
Endettement net	(20,2)	252,2
<i>dont endettement net lié aux contrats autoportés</i>	<i>185,9</i>	<i>238,5</i>
<i>dont endettement net autres</i>	<i>(206,1)</i>	<i>13,7</i>
Engagement brut de valeurs résiduelles financières	103,7	101,5
Autres passifs non courants	155,2	131,0
Fournisseurs	992,1	980,6
Autres passifs courants	277,3	310,5
Passifs détenus en vue de la vente	29,5	83,2
Total passif	2 010,5	2 343,0

Ecarts d'acquisition (goodwills)

La valeur des *goodwills* est au 31 décembre 2020 de 499,5 millions d'euros et diminue de 13,4 millions d'euros sur l'exercice. Cette baisse est principalement liée au reclassement des *goodwills* relatifs aux activités destinées à la vente, à la constatation du *goodwill* suite à l'acquisition de la société Les Abeilles pour un montant de 2,0 millions d'euros ainsi qu'aux cessions intervenues au cours de l'exercice.

Capitaux propres

Le total des capitaux propres consolidés s'établit à 472,9 millions d'euros, en légère baisse de 11,0 millions d'euros par rapport à fin 2019. Cette baisse s'explique principalement par les variations des réserves de conversion pour environ -4,2 millions d'euros et par les opérations

Endettement net

L'excédent de trésorerie du groupe, au 31 décembre 2020, s'élève à 20,2 millions d'euros contre une dette nette comptable

comptabilisées en capitaux propres concernant les transactions avec les minoritaires pour environ -5,5 millions d'euros. Le résultat net de l'exercice compense quasiment le montant de dividende distribué et les mouvements sur actions propres réalisés au cours de l'année.

Au 31 décembre 2020, Econocom Group détenait 9 779 167 actions propres non inscrites à son bilan, d'une valeur de 24,2 millions d'euros (au cours du 31 décembre 2020, soit 2,475 euros).

La répartition des capitaux propres entre les intérêts groupe et la quote-part attribuable aux minoritaires varie sous l'effet des acquisitions: la part des minoritaires s'établit ainsi à 66,9 millions d'euros contre 73,6 millions d'euros au 31 décembre 2019.

de 252,2 millions d'euros fin 2019. Cet excédent se détaille comme suit :

<i>en millions €</i>	2020	2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	649,3	593,8
Dettes bancaires et billets de trésorerie	(156,7)	(310,3)
Trésorerie nette bancaire	492,7	283,6
Dette obligataire convertible OCEANE	(182,2)	(189,2)
Dette obligataire non convertible (EURO PP)	(56,3)	(102,3)
Dette obligataire non convertible (<i>Schuldschein</i>)	(150,0)	(149,9)
Autres	(83,8)	(94,3)
Endettement net	-	(252,2)
Excédent de trésorerie	20,2	-

Cet excédent de trésorerie s'entend après financement pour 185,9 millions d'euros

(contre 238,5 millions d'euros en 2019) des contrats autoportés de l'activité TMF.

Annexe – Définition des principaux indicateurs de performance

Les indicateurs de performance, non définis par les normes comptables mais utilisés par le groupe Econocom pour aider le lecteur à apprécier la performance économique et financière du groupe sont les suivants :

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant inclut l'ensemble des produits et charges directement liés aux activités du groupe, qu'ils soient récurrents ou non. Il exclut les autres produits et charges non courants.

Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition

Le résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition mesure le niveau de performance opérationnelle après neutralisation de l'amortissement des actifs incorporels d'acquisition générés suite à des regroupements d'entreprises. Au 31 décembre 2018, les principaux actifs incorporels d'acquisition retenus par le groupe, et dont la dotation aux amortissements n'est pas prise en compte pour la détermination de cet agrégat, sont principalement le portefeuille de clients ECS.

Pour le suivi de la performance opérationnelle de ses activités, Econocom utilise comme principal indicateur ce résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition.

Autres produits et charges opérationnels non courants

Les « Autres produits et charges opérationnels non courants » regroupent les éléments qui, de par leur fréquence, leur montant ou leur nature, sont susceptibles d'affecter la pertinence du suivi des performances opérationnelles du groupe. Les « Autres produits et charges opérationnels non courants » comprennent notamment les pertes de valeur d'écarts

d'acquisition et autres immobilisations incorporelles, les résultats de cessions significatives d'actifs immobilisés, les coûts de restructuration et les coûts relatifs aux mesures d'adaptation des effectifs, les coûts liés aux déménagements d'activité, les variations de valeur sur les dettes d'acquisitions (compléments de prix) ainsi que les coûts liés aux différentes opérations de croissance externe.

EBITDA (*Earning before Interest, Tax, Depreciation and Amortization*)

Le groupe utilise aussi un solde intermédiaire de gestion intitulé « EBITDA ». Cet indicateur financier correspond au résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements, des dotations et reprises de dépréciations d'actifs et de provisions pour risques et charges, et des pertes nettes de valeur sur actifs courants et non courants comptabilisés en résultat opérationnel courant.

Résultat net récurrent part du groupe

Le résultat net récurrent part du groupe est depuis le premier semestre 2016 l'indicateur de performance retenu par Econocom pour mieux apprécier sa performance économique et financière. Le résultat net récurrent part du groupe correspond au résultat net part du groupe, avant prise en compte des éléments suivants :

- charges d'amortissement des actifs incorporels d'acquisition (au 31 décembre 2018, il s'agit principalement des amortissements du portefeuille de clients ECS), nettes des effets fiscaux ;
- autres produits et charges opérationnels non courants, nets des effets fiscaux ;
- produits et charges financiers non courants, nets des effets fiscaux ;
- résultat des activités abandonnées, net des effets fiscaux.

Endettement net et brut

La notion d'endettement net (note 14.3 de l'annexe aux comptes consolidés) utilisée par le groupe inclut l'endettement brut

(présenté ci-dessous) diminué de la trésorerie brute. Cet endettement net ne comprend ni les engagements bruts de valeurs résiduelles financières sur les biens donnés en location (passif) ni les intérêts résiduels à l'actif.

L'endettement brut présente l'ensemble des dettes portant intérêt et contractées par la réception d'instruments financiers.

2.3. Comptes sociaux 2020 de la société Econocom Group SE

Econocom Group SE, en tant que société holding du groupe, gère des participations, perçoit des dividendes de ses filiales et assure le développement du groupe.

Elle fournit, par ailleurs, aux sociétés du groupe des prestations en matière de gestion, d'informatique, de garanties, de trésorerie, de mise à disposition de personnel, de conseils divers, de communication et de marketing. Les facturations sont réalisées aux conditions habituelles du marché.

Les chiffres mentionnés ci-après sont relatifs aux comptes sociaux d'Econocom Group SE, établis en référentiel comptable belge conformément aux dispositions réglementaires.

2.3.1. COMPTES DE RÉSULTAT D'ECONOCOM GROUP SE

Le montant des prestations rendues aux filiales du groupe durant l'exercice s'élève à 15,9 millions d'euros contre 23,5 millions d'euros l'an dernier.

Le résultat d'exploitation de l'exercice s'établit à -9,6 millions d'euros contre un profit de 2,6 millions d'euros en 2019. Il comprend en 2020 une charge d'exploitation non récurrente de 5,1 millions d'euros.

Le résultat financier récurrent est positif de 22,1 millions d'euros contre 19,5 millions d'euros en 2019. Il intègre principalement les dividendes reçus des filiales pour 25,0 millions d'euros (contre 18,7 millions d'euros en 2019), les produits nets d'intérêts et de commissions sur garantie facturés aux filiales pour un montant de 7,5 millions d'euros (contre 12,8 millions d'euros en 2019), les charges relatives à l'endettement externe pour un montant de 10,3 millions d'euros (contre 11,7 millions d'euros en 2019).

Le résultat financier non récurrent est un produit de 1,2 millions d'euros (contre une charge nette de 39,4 millions d'euros en 2019). Il comprend principalement les plus-values réalisées sur les cessions de sociétés et le gain réalisé lors des rachats partiels d'obligations convertibles en cours d'année ainsi que les réductions de valeur sur participations. À l'inverse le résultat 2019 comprenait des moins-values de cession et des réductions de valeur sur titres de participation et actions propres.

L'impôt sur les sociétés représente une charge de 0,3 million d'euros.

Le résultat net est un profit de 13,3 millions d'euros (contre une perte de 19,1 millions d'euros l'an dernier).

2.3.2. BILAN D'ECONOCOM GROUP SE

Les capitaux propres d'Econocom Group SE s'élèvent à 276,9 millions d'euros à comparer à 349,0 millions d'euros en 2019. Cette évolution s'explique par la destruction des actions propres décidée par l'Assemblée Générale du 19 mai 2020 pour un montant net de 59,6 millions d'euros, par le dividende payé en novembre 2020 pour un montant de 25,7 millions et par le résultat de l'exercice (bénéficiaire de 13,3 millions d'euros).

Les dettes financières hors groupe, d'un montant brut total de 508,4 millions d'euros correspondent pour 56,4 millions d'euros à l'EURO PP (émis en mai 2015 et dont il ne reste qu'une échéance suite au remboursement intervenu en cours d'année), pour 150,2 millions d'euros à l'emprunt *Schuldschein* (émis en novembre 2016 à échéances cinq et sept ans), pour 182,9 millions d'euros aux OCEANE émises en mai 2018 à échéance cinq ans et pour 119,0 millions d'euros aux billets de trésorerie (à échéances court terme comprises entre un et trois mois).

Les créances et participations dans les entreprises liées ont augmenté de 19,4 millions d'euros pour atteindre 1 026,0 millions d'euros, en raison des nouvelles prises de participations, réalisées en 2020 pour 84,9 millions d'euros, des remboursements de créances intervenus, des dépréciations et des cessions (cf. ci-après).

2.3.3. LE CAPITAL

Au 31 décembre 2020, le capital d'Econocom Group est représenté par 220 880 430 actions sans désignation de valeur nominale et s'élève à 23 512 749,67 euros.

Les variations de capital intervenues depuis 2011 ont consisté d'une part, en des augmentations de capital réalisées dans le cadre d'exercices d'options de souscription par des managers du groupe et, d'autre part, en des augmentations de capital réalisées soit dans le cadre d'opérations de croissance externe en paiement d'une partie du prix d'acquisition, soit dans le cadre de conversions d'emprunts obligataires.

Les éléments pouvant avoir une influence sur le capital d'Econocom Group correspondent aux plans d'options de souscription émis en 2014 et 2017 ainsi qu'à l'emprunt obligataire convertible émis le 1^{er} mars 2018.

En décembre 2014, le Conseil d'Administration a approuvé un plan d'options de souscription d'actions (les

« Options de Souscription 2014 ») et décidé d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des Actionnaires, 2 500 000 droits de souscription donnant chacun droit de souscrire, sous certaines conditions, une nouvelle action Econocom Group. Le Comité de Rémunération disposait d'un délai de deux ans pour déterminer les bénéficiaires des Options de Souscription 2014.

Au total, 2 480 000 Options de Souscription 2014 ont été accordées à une vingtaine de managers du groupe. Au 31 décembre 2020, compte tenu des options perdues au titre des départs intervenus et des conditions de performance, ainsi que des exercices intervenus le nombre d'Options de Souscription 2014 encore exerçables s'élève à 2 041 420 ce qui correspond à une émission maximale de 4 082 840 actions nouvelles, chaque option donnant droit à deux actions Econocom Group suite à la scission de l'action en deux intervenue en juin 2017.

En juin 2017, le Conseil d'Administration a par ailleurs approuvé un plan d'options de souscription d'actions (les « Options de Souscription 2017 ») et décidé d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des Actionnaires, 2 000 000 droits de souscription donnant chacun droit de souscrire, sous certaines conditions, une nouvelle action Econocom Group. Le Comité de Rémunération disposait d'un délai courant jusqu'au 31 décembre 2019 pour déterminer les bénéficiaires de ce plan. Au 31 décembre 2020, compte tenu des options perdues par les bénéficiaires, le nombre d'Options de Souscription 2017 attribuées s'élève à 90 000, correspondant à une émission maximale de 90 000 actions nouvelles.

Le 1^{er} mars 2018, Econocom a lancé une émission d'Obligations Convertibles et/ou Échangeables en Actions Nouvelles et/ou Existantes (OCEANE) d'un montant nominal maximum de 200 millions d'euros à échéance 2023. Les porteurs d'Obligations disposeront d'un droit à l'attribution d'Actions qu'ils pourront

exercer à tout moment à compter de la Date d'Émission (soit le 6 mars 2018) et jusqu'au 8^e jour ouvré (inclus) précédant la date de remboursement normal ou anticipé sur la base d'un ratio de conversion ou d'échange d'une Action Econocom par Obligation et sous réserve d'éventuels ajustements ultérieurs. En cas de demande de conversion des Obligations, les porteurs d'Obligations recevront au choix d'Econocom des Actions nouvelles et/ou existantes d'Econocom. À ce jour, et suite aux rachats d'obligations intervenues au cours de l'exercice 2020, le nombre d'obligations en circulation est de 22 874 865. Si toutes les obligations étaient converties (en cas d'atteinte du cours de conversion de 8,26 euros) en actions nouvelles, selon le ratio de conversion actuel de 1 action pour 1 obligation, 22 874 865 actions nouvelles seraient émises.

Enfin, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2020 a renouvelé, pour une période de cinq ans, l'autorisation donnée au Conseil d'Administration, conformément aux articles 7:198 et 7:199 du CSA, de procéder à une ou plusieurs augmentations de capital pour un montant maximum total de 23 512 749,67 euros (hors primes d'émission). Le capital autorisé disponible s'élève, au 31 décembre 2020, à 23 512 749,67 euros (hors primes d'émission).

La structure de l'actionnariat est décrite au paragraphe 5 « Déclaration de gouvernance d'entreprise ».

Les actions propres

Econocom Group a une politique de rachat d'actions propres notamment motivée par les raisons suivantes :

- livraison d'actions afin d'éviter aux Actionnaires la dilution potentielle liée aux exercices de titres donnant accès au capital ;
- attribution aux bénéficiaires de plan d'actions gratuites ;

- moyen éventuel de paiement lors d'opérations de croissance externe ;
- destruction des actions acquises.

L'Assemblée Générale Extraordinaire et Spéciale du 19 mai 2020 a renouvelé, pour une période de cinq ans, l'autorisation donnée au Conseil d'Administration de procéder à des rachats d'actions propres. Elle a fixé à l'équivalent de 1 euro le prix unitaire minimum de rachat et à 10 euros le prix unitaire maximum.

Le nombre maximum de titres pouvant être rachetés pendant la durée du programme (cinq ans) s'élève à 44 176 086. Depuis le début du programme de rachat, 7 998 561 actions ont été acquises au 31 décembre 2020.

Au cours de l'exercice 2020, les mouvements relatifs aux actions propres ont été les suivants :

- Econocom Group a acquis 10 871 023 actions Econocom Group, pour un prix d'acquisition de 25,6 millions d'euros ;
- Econocom Group a annulé 24 500 000 actions, conformément à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2020 ;
- Econocom Group a transféré 50 000 actions propres à un bénéficiaire du Plan d'Attribution d'Actions Gratuites.

Au 31 décembre 2020, Econocom Group détenait 9 779 167 actions propres acquises dans le cadre de son programme de rachat d'actions propres, soit une auto-détention représentant 4,43 % du nombre total d'actions émises.

Les droits de vote afférents aux actions détenues par la Société sont suspendus. Les actions détenues par la Société n'ouvrent pas droit à dividende.

Les réserves disponibles d'Econocom Group (données non consolidées) s'élèvent à 0,4 million d'euros auxquels s'ajoute un bénéfice reporté de 30,4 millions d'euros.

Les réserves indisponibles d'Econocom Group s'élèvent à 25,3 millions d'euros, auxquels s'ajoutent des primes d'émission indisponibles de 194,7 millions d'euros.

2.3.4. L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

2.3.4.1. Acquisitions, cessions, prises de participations et création de filiales

Au cours de l'année 2020, Econocom Group a procédé à des prises de participations complémentaires dans certains de ses satellites *via* des rachats de parts minoritaires ainsi qu'à des cessions intervenues dans le cadre du plan de transformation du groupe.

Ainsi, la société Econocom Group a exercé ses options afin de renforcer sa participation dans la société Altabox.

Sa participation dans la société Digital Security a quant à elle été cédée.

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion de ses filiales et de l'organigramme du groupe :

- Econocom Group a procédé à l'acquisition, auprès d'Econocom International Italia, de ses participations dans les sociétés Asystel Italia et Bizmatica. Par ailleurs Econocom

Group a acquis auprès de sa filiale Digital Dimension l'intégralité des titres de la société espagnole Econocom Nexica ;

- Econocom a également souscrit aux augmentations de capital réalisées par ses filiales Econocom International Italia et Econocom do Brasil.

2.3.4.2. Réorganisation juridique

Comme chaque année, le groupe Econocom a travaillé à rationaliser et simplifier son organisation juridique.

Les opérations réalisées en 2020 visent à regrouper des sociétés ayant des activités similaires dans un même pays. En France, la société Alter Way a ainsi fusionné ses deux filiales opérationnelles.

Par ailleurs, dans le but de rationaliser et simplifier son organigramme, le groupe a procédé à la fermeture ou à la liquidation de certaines filiales sans activité en Espagne, en France et en Belgique.

Les opérations de réorganisation, menées à bien en 2020, ont ainsi permis de réduire le nombre d'entités juridiques au sein du groupe et d'en simplifier l'organigramme.

3. Facteurs de risque et litiges

Les facteurs de risques n'ont pas sensiblement évolué au cours de l'exercice 2020. Ils sont décrits dans la note 19.

4. Perspectives 2021 et rémunération des Actionnaires

Au cours des deux derniers exercices, Econocom s'est concentré sur un plan de transformation de son outil économique afin de gagner en agilité, flexibilité et compétitivité. Cette phase de consolidation était une condition nécessaire pour préparer l'avenir du Groupe dans les meilleures conditions. Les objectifs de réduction des coûts de structure, de rationalisation du portefeuille d'activités et de désendettement substantiel du Groupe ont été atteints en 2020.

En 2021, la Direction du groupe Econocom restera particulièrement attentive à la génération de trésorerie ainsi qu'au maintien d'une forte discipline sur la gestion des coûts.

La structure financière solide du groupe permet au Conseil d'Administration de proposer à l'Assemblée Générale des Actionnaires de procéder à un remboursement de prime d'émission assimilée à du capital libéré à hauteur de 0,12 euro brut par action.

Ce remboursement représente une stabilité par rapport aux dernières années.

Par ailleurs, le groupe prévoit de continuer à procéder à des rachats d'actions propres.

Compte-tenu de la persistance d'un marché attentiste et d'une conjoncture économique toujours impactée par la crise sanitaire, le premier trimestre s'annonce dans la tendance du dernier trimestre de 2020. Toutefois, le groupe confirme son objectif de retour à la croissance sur l'exercice 2021.

5. Déclaration de gouvernance d'entreprise

5.1. Code de gouvernance d'entreprise applicable

Le groupe Econocom confirme son adhésion aux principes du Code belge de gouvernance d'entreprise entré en vigueur au 1^{er} janvier 2020 ("Code 2020"). Celui-ci est disponible sur :

www.corporategovernancecommittee.be

Econocom publie sur son site Internet les différents règlements d'Ordre Intérieur qui composent sa Charte de Gouvernance d'Entreprise :

www.econocom.com rubrique Investisseurs/Gouvernance/Conseil d'Administration, et Comité Exécutif.

Le Conseil d'Administration adhère au Code de gouvernance d'entreprise. La transformation d'Econocom Group en Société Européenne, le 18 décembre 2015, a conduit le Conseil d'Administration à faire évoluer, le 19 mai 2016, le règlement d'Ordre Intérieur du Conseil d'Administration et celui du Comité de Direction. Le règlement d'Ordre Intérieur de ce dernier a évolué une nouvelle fois le 7 septembre 2016 et ce Comité a été renommé à cette occasion Comité Exécutif. Dans le cadre de l'évolution de sa gouvernance d'entreprise, le groupe Econocom a été amené le 23 janvier 2020 à modifier les règlements d'Ordre Intérieur de son Comité d'Audit et de son Comité des Rémunérations, ce dernier étant renommé à l'occasion, Comité des Rémunérations et des Nominations.

5.2. Dérogations au Code 2020

Econocom Group applique, les recommandations du Code 2020 à l'exception de celles que le Conseil a jugées peu adaptées à la taille du groupe

Econocom, ou qui doivent être mises en œuvre dans la durée. Les principes auxquels Econocom Group n'adhère pas encore ou pas totalement sont décrits ci-dessous.

Le groupe n'applique que partiellement les recommandations du Principe 3 du Code 2020.

La société Econocom International BV représentée par Monsieur Jean-Louis Bouchard cumule les fonctions de Président du Conseil d'Administration, d'Administrateur Délégué et de Président du Comité Exécutif. En cela, le groupe ne respecte pas le principe de séparation du pouvoir de contrôle du Conseil d'Administration et du pouvoir exécutif. La société Econocom International BV détenait directement 40,36 % du capital d'Econocom Group le 31 décembre 2020. Un tel dispositif répond aux caractéristiques de l'actionariat d'Econocom Group, et est destiné à assurer une stabilité du management dans le cadre de la mise en place de la stratégie à long terme du groupe Econocom.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration n'a jusqu'à présent pas formellement nommé de Secrétaire chargé de le conseiller en matière de gouvernance. Cette fonction est néanmoins assurée pour partie par Madame Antoinette Roche, Directrice Juridique du groupe.

Depuis le 23 novembre 2017, un tiers des membres du Conseil d'Administration d'Econocom Group est de sexe différent dans les conditions prévues par l'article 7:86 du CSA. Au 31 décembre 2020, le Conseil compte trois femmes : Madame Véronique di Benedetto, dont le mandat a été renouvelé lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 16 mai 2017 et Mesdames Adeline Challon-Kemoun, et Marie-Christine Levet, dont le mandat a été

renouvelé lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 19 mai 2020.

Econocom Group applique partiellement les recommandations du Principe 5 du Code 2020, selon lesquelles « la Société nomme les membres du Conseil selon une procédure transparente » considérant que cette recommandation du Code 2020 est peu adaptée au groupe Econocom compte tenu de sa taille. Toutefois, le 23 janvier 2020, le Conseil d'Administration a transformé le Comité de Rémunération en Comité des Rémunérations et des Nominations chargé de formuler des propositions et émettre des avis à l'attention du Conseil d'Administration sur les nominations et renouvellements des mandataires sociaux et de certains dirigeants exécutifs.

Econocom Group ne se conforme que partiellement aux nouvelles recommandations du Principe 7 en matière de rémunération des membres du Conseil et des managers exécutifs. La politique du groupe en matière de rémunération est exposée dans le rapport de rémunération.

Le Président du Conseil d'Administration ne participe pas systématiquement aux Assemblées Générales contrairement à ce que recommande le Principe 8 du Code 2020, mais il veille à ce que le Conseil d'Administration soit toujours représenté par un Administrateur.

Les informations relatives aux principaux Actionnaires d'Econocom Group et à leurs relations entre eux et avec la Société, ne sont pas publiées dans la Charte de Gouvernance d'Entreprise mais dans le Rapport de gestion et mises à jour chaque année.

Econocom Group n'a pas formalisé dans une procédure les modalités d'évaluation

des performances de sa gouvernance, dérogeant en cela au Principe 9 du Code 2020, dans la mesure où l'évaluation des performances de son management exécutif et de son Conseil d'Administration relève d'un processus continu qui ne revêt pas de formalisation spécifique.

5.3. Description des caractéristiques du contrôle interne et de la gestion des risques dans le cadre du processus d'établissement de l'information financière

L'information financière communiquée par le groupe correspond aux États financiers consolidés du groupe ainsi qu'aux éléments de gestion de ces États financiers publiés en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et arrêtés par le Conseil d'Administration.

Cette information financière fait l'objet, à chaque clôture, d'une présentation au Comité d'Audit du groupe, ainsi que d'une explication à l'ensemble des Administrateurs.

5.3.1. ORGANISATION FINANCIÈRE

L'organisation financière du groupe est à la fois locale et globale. En effet, le groupe est organisé par métier et par pays. Les processus financiers sont mis en œuvre par des équipes financières, Directeurs Financiers et contrôleurs de gestion sous la responsabilité fonctionnelle du Directeur Financier groupe. Les Financial Controllers des activités et pays veillent à l'homogénéité des pratiques et des règles de clôture au sein d'une même activité quel que soit le territoire concerné.

5.3.2. REPORTINGS ET PILOTAGE

La consolidation des comptes est réalisée par une équipe dédiée sur une base trimestrielle. Les sociétés consolidées transmettent, *via* l'outil de consolidation, leurs États financiers détaillés pour intégration dans les comptes consolidés.

Chaque entité (société ou *business unit*) réalise un budget. La prévision de résultat est réactualisée plusieurs fois dans l'année et fait l'objet d'un suivi mensuel sur la base des *reportings* d'activité communiqués à la Direction du groupe. Ces *reportings* sont réalisés conjointement par le Responsable Opérationnel et le Financial Controller de l'entité.

Les différents budgets, *reportings* et éléments nécessaires à la consolidation font l'objet de calendriers et d'instructions spécifiques communiquées par le Group Financial Controlling.

5.3.3. NORMES COMPTABLES ET VEILLE

Les principes comptables du groupe font l'objet d'un manuel des principes comptables servant de référentiel pour l'élaboration de l'information financière. Ce manuel définit les normes d'enregistrement des opérations et de présentation de l'information financière.

L'équipe en charge de la consolidation a également pour mission de réaliser une veille et un suivi des évolutions comptables des normes IFRS.

5.3.4. SYSTÈMES D'INFORMATION

La Direction des Systèmes d'Information supervise les différents systèmes d'information utilisés par le groupe. Elle veille à l'harmonisation progressive des solutions mises en place et à la continuité des opérations. Dans le cadre de l'élaboration de l'information financière, les flux d'information provenant des outils informatiques propres aux différentes activités sont centralisés dans des solutions uniques de gestion de la comptabilité et de *reporting*.

Suite à l'attaque de sécurité dont Econocom a été victime à l'automne 2020 sur une partie de ses infrastructures propres et malgré le faible impact de cette attaque sur l'activité du groupe (voir dernière note d'information publiée le 7 janvier 2021 sur le site internet du groupe, rubrique Actualités/Publications), la Direction des Systèmes d'Information a pris les mesures nécessaires tant techniques que juridiques pour remédier à l'incident, réduire les risques et protéger les intérêts des parties prenantes en alertant les autorités compétentes. Au-delà, la Direction des Systèmes d'Information s'emploie à toujours plus sécuriser les infrastructures informatiques du groupe.

5.3.5. FACTEURS DE RISQUES, SURVEILLANCE ET CONTRÔLE

Les *reportings* mensuels permettent aux différents responsables opérationnels et financiers ainsi qu'à la Direction du groupe de s'assurer de la qualité et de la cohérence des résultats du groupe avec les objectifs fixés. À la fin de chaque mois, ces *reportings* contiennent un rapprochement entre les éléments de gestion et les comptes consolidés du groupe afin d'assurer la fiabilité de l'information financière.

L'Audit Interne du groupe (externalisé) complète l'organisation en matière de Risk Management et réalise entre autres, la cartographie des risques. Dans le cadre de ses missions, il s'assure du respect des règles « groupe », de la fiabilité des *reportings* et de l'adéquation de la couverture des risques. L'Audit Interne du groupe reporte directement au Président et au Comité d'Audit.

Dans l'identification des risques susceptibles d'impacter la réalisation des objectifs de *reporting* financiers, la Direction du groupe tient compte de la possibilité de déclarations erronées liées à des fraudes et prend les actions nécessaires si le contrôle interne doit être renforcé. L'Audit Interne mène des audits spécifiques, sur base de l'évaluation des risques de fraude potentiels, afin d'éviter et de prévenir des fraudes. Les éventuels

constats sont systématiquement signalés au Comité d'Audit.

5.3.5.1. Risques liés aux systèmes d'information comptable

Les risques liés aux systèmes d'information comptable font l'objet d'une évaluation régulière afin d'identifier les plans d'amélioration qui sont ensuite mis en place.

Les systèmes comptables utilisés dans le groupe sont harmonisés et communs à l'ensemble des métiers et des filiales à l'exception des sociétés Satellites dans lesquelles le groupe a pris des participations, qui peuvent être sur d'autres outils que ceux du groupe, plus appropriés à leur taille.

Les différents systèmes d'information propres aux activités sont interfacés avec le système comptable afin de garantir la traçabilité, l'exhaustivité et la fiabilité des informations liées aux opérations.

Le système de consolidation est un outil standard.

5.3.5.2. Risques liés aux normes comptables

Le service consolidation, en coordination avec la Direction Financière Groupe et les Financial Controllers des activités et pays, veille à suivre l'évolution des normes comptables IFRS et adapte en

conséquence les principes comptables du groupe. Il organise également les formations des personnels financiers lorsque cela est nécessaire.

5.3.5.3. Principaux contrôles des opérations

Afin de s'assurer de la fiabilité des informations financières liées aux opérations, les équipes « contrôle de gestion » s'assurent chaque mois que le chiffre d'affaires et les coûts enregistrés correspondent aux flux attendus lors de l'approbation des opérations.

La Direction Financière Groupe réalise régulièrement des analyses statistiques pour s'assurer que les hypothèses prises lors de la comptabilisation des contrats de location sont prudentes et adéquates.

Par ailleurs, des contrôles mensuels définis par métier sont réalisés par les équipes de Financial Controlling des filiales.

5.3.6. RESPONSABLE DE L'ÉLABORATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

L'information financière est élaborée sous le contrôle et la responsabilité du Conseil d'Administration qui s'est doté, depuis 2004, d'un Comité d'Audit dont le fonctionnement et le rôle sont exposés au chapitre 5.5.3. ci-après.

5.4. Structure de l'actionariat et limitations des droits Actionnaires

Au 31 décembre 2020, le capital d'Econocom Group était composé de 220 880 430 actions, détenues ainsi qu'il suit :

	2020	2019
Sociétés contrôlées par Jean-Louis Bouchard	40,36 %	36,44 %
Public	55,21 %	54,00 %
Auto-contrôle	4,43 %	9,56 %
Total	100 %	100 %

Econocom Group est informé que deux Actionnaires, en dehors des sociétés contrôlées par Jean-Louis Bouchard, dépassent au 31 décembre 2020, le seuil de participation de 5 %, il s'agit de Butler Industries Benelux (et indirectement WB Finance et Monsieur Walter Butler) et de la société américaine FMR LLC (FIAM LLC, FMR Co., Inc. et Fidelity Institutional Asset Management Trust Company).

Il n'existe pas de détenteurs de titres comprenant des droits de contrôle spéciaux.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2020 a décidé de la mise en place d'un droit de vote double pour les actions nominatives détenues depuis plus de deux ans. Par conséquent, chaque action Econocom Group donne à son détenteur le droit d'exprimer une ou deux voix (selon le cas) aux Assemblées Générales.

L'article 10 des Statuts de la Société prévoit que cet exercice du droit de vote et des autres droits attachés aux actions détenues en copropriété ou dont l'usufruit et la nue-propriété ont été scindés, ou qui sont engagées, est suspendu jusqu'à la nomination d'un unique représentant autorisé à exercer les droits attachés aux actions. En outre, les actions auto-détenues (4,43 %) et les actions détenues par la Caisse des Dépôts et Consignations Belge (0,49 %) appartenant à des Actionnaires au porteur qui ne se sont pas fait connaître lors du processus de dématérialisation du marché belge) sont privées de droit de vote. Il n'existe pas d'autre restriction légale ou statutaire particulière à l'exercice du droit de vote.

De même, à l'exception des stipulations limitant l'acquisition et l'aliénation par Econocom Group d'actions propres, les Statuts de la Société ne prévoient aucune restriction au transfert de ses actions.

5.5. Composition et mode de fonctionnement des organes d'administration et de leurs Comités

5.5.1. COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au 31 décembre 2020, le Conseil d'Administration était composé des neuf Administrateurs suivants :

Econocom International BV représentée par Jean-Louis Bouchard

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2024)

Rond Point het Fort 36-40, 2429 MK Nieuwegein (Pays-Bas)

Président du Conseil d'Administration et Administrateur Délégué d'Econocom Group

Robert Bouchard

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2021)

11 Boulevard Flandrin, 75116 Paris

Vice-Président du Conseil d'Administration d'Econocom Group et Administrateur non-exécutif d'Econocom Group

Bruno Grossi

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2023)

13 Rue Molitor, 75016 Paris

Administrateur non-exécutif d'Econocom Group

Véronique di Benedetto

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2021)

86 Rue Miromesnil, 75008 Paris

Administratrice non-exécutive d'Econocom Group

Gaspard Dürtleman

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2021)

32 avenue Rapp, 75007 Paris

Administrateur non-exécutif d'Econocom Group

Jean-Philippe Roesch

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2024)

21 Avenue de la Criolla, 92150 Suresnes

Administrateur non-exécutif d'Econocom Group

Walter Butler

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2023)

30 Cours Albert 1^{er}, 75008 Paris

Administrateur indépendant d'Econocom Group

Adeline Challon-Kemoun

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2024)

32 Avenue Duquesne, 75007 Paris

Administratrice indépendante d'Econocom Group

Marie-Christine Levet

(mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2024)

91 Rue du Cherche-Midi, 75006 Paris

Administratrice indépendante d'Econocom Group

Le Conseil d'Administration se composait donc au 31 décembre 2020 :

- d'un Président Exécutif, la société Econocom International BV (représentée par Monsieur Jean-Louis Bouchard) nommée le 19 mai 2020 en remplacement de Monsieur Jean-Louis Bouchard. Ses

responsabilités sont d'assurer la gestion du Conseil et son fonctionnement efficace notamment en évaluant sa taille et sa composition ainsi que celle de ses Comités, et enfin en veillant à la qualité de ses interactions avec le Comité Exécutif afin d'assurer l'efficacité du processus décisionnel. Le Conseil désigne son Président parmi les Vice-Présidents ;

- d'un Vice-Président, Monsieur Robert Bouchard. L'Assemblée Générale du 19 mai 2015 a décidé de créer un mandat de Vice-Président du Conseil et le Conseil d'Administration du 21 mai 2015 de nommer Monsieur Robert Bouchard Vice-Président jusqu'au terme de son mandat. Le Conseil désigne un ou plusieurs Vice-Présidents parmi ses membres. Celui-ci, en cas d'empêchement du Président, préside les réunions du Conseil ;
- un Administrateur Délégué à la gestion journalière d'Econocom Group, Econocom International BV (nommée le 19 mai 2020) ;
- de cinq Administrateurs non-exécutifs, Madame Véronique di Benedetto et Messieurs Robert Bouchard, Jean-Philippe Roesch, Bruno Grossi et Gaspard Dürtleman. Madame Véronique di Benedetto exerçait, au 31 décembre 2020, des fonctions opérationnelles au sein du groupe Econocom. Celle-ci n'est toutefois pas considérée comme Administratrice Exécutive, ce statut étant réservé aux Administrateurs exerçant des fonctions de Direction au niveau du groupe Econocom, conformément à la décision du Conseil d'Administration du 24 novembre 2016 ;
- de trois Administrateurs indépendants au sens de l'article 7:87 §1 et §2 du CSA, Mesdames Adeline ChallonKemoun et Marie-Christine Levet et Monsieur Walter Butler.

Les statuts ne prévoient pas de règles spécifiques pour la nomination des Administrateurs ou le renouvellement de leur mandat. Ils n'instaurent pas non plus de limite d'âge au sein du Conseil.

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire et Spéciale du 18 décembre 2015, la durée du mandat d'Administrateur a été ramenée de six à quatre ans afin de se conformer aux recommandations du Code de gouvernance des entreprises.

Outre leur mandat au sein du Conseil d'Administration d'Econocom Group, certains Administrateurs exercent d'autres mandats détaillés ci-après.

La société Econocom International BV est contrôlée et représentée par Monsieur Jean-Louis Bouchard. Ce dernier détient en outre des participations de contrôle dans plusieurs sociétés externes au groupe Econocom et y exerce des mandats de Gérant ou de Président. À ce titre, Monsieur Jean-Louis Bouchard est Président de la société Château Fontainebleau du Var et Gérant des sociétés SCI Orphée, SCI de Dion Bouton, SARL Écurie Jean Louis Bouchard, SCI JMB, SCI LBB, SNC Fontainebleau International et SCI Montmorency.

Outre ses mandats sociaux au sein d'Econocom Group et de ses filiales, Monsieur Bruno Grossi est Gérant des sociétés Vilnaranda II et Redwood Advisors, Président de la société Vision d'Entreprise et Administrateur de la société Araxxe.

Monsieur Robert Bouchard est le représentant permanent de la société GMPC, personne morale Président de la société APL France. Il exerce également les fonctions de Président d'Ecofinance SAS, de Gérant de la société GMPC et de co-Gérant de la société SCI Maillot Pergolèse.

Outre ses mandats sociaux au sein d'Econocom Group et de ses filiales, Madame Véronique di Benedetto exerce les fonctions de Présidente de la SAS Numeya, un mandat d'Administrateur indépendant au sein de la société Hexaôm ainsi que

plusieurs mandats d'Administrateur au sein d'associations dont le « Syntec Numérique » (association professionnelle française des acteurs du numérique et de l'informatique) et « 100 000 entrepreneurs ».

Monsieur Gaspard Dürrleman est administrateur de la SA Des Filatures & Tissages Jules Tournier & Fils.

Monsieur Jean-Philippe Roesch est Gérant de la société civile La Criolla, Président d'Orionisa Consulting et membre du Conseil de Surveillance de la société Linkfluence SAS.

Monsieur Walter Butler est Président-Directeur Général de Butler Industries, de Butler Capital Partners et de WB Debt Partners, Gérant de la SCI 30 Albert 1^{er}, Président d'Amstar Entreprises et de FBT Développement, de Nexis Fiber Holding, d'Eden Innovations et de Doc, Président et Président du Conseil d'Administration de NXO Expansion, Président du Conseil de Surveillance de NXO France, membre du Conseil de Surveillance de groupe Partouche et de Corum Asset Management, Administrateur de Butler Industries Benelux, de NXO Experts et NXO Sécurité, Director de Butler Investment Managers Limited, de Butler Management Limited, de Almas Industries Ltd et de Almas Industries UK. Monsieur Walter Butler est, par ailleurs, le représentant permanent de Butler Capital Partners dans ses fonctions de membre du Conseil de Surveillance d'Acces Industrie et de Colfilm, et d'Administrateur de Holding Sports et Événements.

Madame Adeline Challon-Kemoun est Administratrice de la société Bourbon Corporation.

Madame Marie-Christine Levet est Administratrice des sociétés Maisons du Monde, SoLocal et de l'AFP.

5.5.2. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration se réunit chaque fois qu'il l'estime nécessaire. Il a tenu, en 2020, neuf réunions. Il a par ailleurs pris une décision unanime exprimée par écrit.

Le tableau ci-après détaille les présences de chaque Administrateur au Conseil et aux différents Comités au cours de l'exercice 2020 :

	Conseil d'Administration	Comité d'Audit	Comité des Rémunérations et des Nominations
Econocom International BV	5	-	-
Robert Bouchard	9	-	1
Bruno Grossi	9	-	-
Véronique di Benedetto	8	-	-
Gaspard Dürreman	9	8	-
Jean-Philippe Roesch	9	7	-
Walter Butler	6	6	-
Adeline Challon-Kemoun	7	-	1
Marie-Christine Levet	9	8	1
Rafi Koujoumdjian	1	1	-
Jean-Louis Bouchard	4	-	-
Nombre total de réunions	9	8	1

Le Conseil d'Administration approuve la stratégie de la Société proposée par le Président, les projets importants et les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ses objectifs. Il est compétent pour les décisions autres que la gestion journalière.

Le Conseil d'Administration confie la gestion opérationnelle de la Société au Comité Exécutif, dans les limites des délégations prévues dans le règlement d'Ordre Intérieur du Comité Exécutif. Il confie, en outre, la gestion journalière aux Administrateurs Délégués et, le cas échéant, aux Directeurs Généraux.

Le Conseil nomme les membres du Comité Exécutif, des Comités d'Audit et de Rémunération et des Nominations, ainsi que le ou les Administrateur(s) Délégué(s)

et, de façon générale, il assure la mise en place d'une structure claire et efficace de management.

Il exerce une surveillance de la qualité de la gestion et de sa cohérence avec les objectifs stratégiques. Il reçoit à cet effet chaque trimestre une information comprenant le budget et ses révisions, la synthèse consolidée du *reporting* trimestriel et tout élément qu'il juge utile.

Le Conseil ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix émises, les abstentions n'étant pas comptées ; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. Dans les cas exceptionnels

dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du Conseil d'Administration peuvent être prises par consentement unanime des Administrateurs, exprimé par écrit. Cependant, cette procédure ne peut être mise en œuvre pour l'arrêté des comptes annuels et l'utilisation du capital autorisé.

5.5.3. COMITÉS CRÉÉS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les Statuts autorisent la création par le Conseil d'Administration de Comités spécifiques dont les missions et les règles de fonctionnement sont fixées par lui.

5.5.3.1. Comité Exécutif

Le Conseil d'Administration a mis en place un Comité Exécutif, dont l'existence a été ratifiée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 mai 2004.

À la suite de la transformation d'Econocom Group en Société Européenne, le Conseil d'Administration a révisé le 19 mai 2016 puis le 7 septembre 2016 le règlement d'Ordre Intérieur du Comité Exécutif.

Le Conseil a confié au Comité Exécutif la gestion opérationnelle d'Econocom, conformément à l'article 15:18 du CSA et à l'article 21 des statuts.

Sa mission est de proposer les orientations stratégiques du groupe, mettre en œuvre la stratégie définie par le Président et approuvée par le Conseil d'Administration, arrêter les budgets en conséquence, diriger les entités opérationnelles du groupe (dans le respect des pouvoirs des organes de ces entités) et contrôler leurs performances financières et opérationnelles.

La composition du nouveau Comité Exécutif nommé le 28 janvier 2019 par le Conseil d'Administration a été modifiée au cours de l'exercice. Au 31 décembre 2020, celui-ci était composé des membres suivants : Econocom International BV, représenté par Monsieur Jean-Louis Bouchard, Messieurs

Éric Bazile, Angel Benguigui, Laurent Caparros, Philippe Goullioud, Laurent Roudil, et Madame Chantal de Vrieze.

Le Comité Exécutif se réunit au moins dix fois par an.

5.5.3.2. Comité des Rémunérations et des Nominations

Le 31 août 2011, le Conseil d'Administration a constitué en son sein un Comité de Rémunération.

Le 23 janvier 2020, le Conseil d'Administration a étendu les missions du Comité des Rémunérations au volet Nominations en limitant son périmètre d'action aux mandataires sociaux et dirigeants ayant la capacité d'engager de droit ou de fait, la signature du Groupe. Les membres du Comité Exécutif qui ne sont pas impliqués dans la Direction Générale du groupe ne tombent pas dans le périmètre d'action du Comité.

Le Comité des Rémunérations et des Nominations a principalement un rôle d'avis et d'assistance auprès du Conseil d'Administration. Il exécute également les missions qui peuvent lui être assignées par le Conseil d'Administration en matière de rémunérations et de nominations. Il exerce sa mission sous le contrôle du Conseil. Dans ce cadre, il veille à avoir une communication libre et ouverte avec le Président du Conseil et le management exécutif.

Le Comité se compose de trois membres nommés par le Conseil d'Administration pour une durée de trois ans ne pouvant excéder la durée de leur mandat d'Administrateur. Au 31 décembre 2020, il se composait des membres suivants : Mesdames Marie-Christine Levet et Adeline Challon Kemoun et Monsieur Robert Bouchard et était présidé par Madame Marie-Christine Levet.

Le Comité s'est réuni une fois au cours de l'exercice 2020.

5.5.3.3. Comité d'Audit

Un Comité d'Audit a été instauré par le Conseil d'Administration du 18 mai 2004.

La durée des mandats est de trois ans sans toutefois que la durée de ces mandats puisse excéder la durée de leurs mandats d'Administrateur.

Le Comité d'Audit se réunit aussi souvent que les circonstances l'exigent. Il s'est réuni huit fois au cours de l'exercice 2020, en présence de ses membres (comme cela est détaillé au paragraphe 5.5.2 ci-dessus), d'un Directeur Exécutif, du Directeur Financier groupe, de la Directrice Juridique groupe et de la responsable risque et conformité. Lorsque l'ordre du jour le requiert, les membres du Comité d'Audit invitent le Commissaire et toute personne que le Comité juge utile.

Son rôle est d'assister le Conseil d'Administration dans l'exercice de ses responsabilités de contrôle des activités du groupe Econocom. En particulier, il examine la qualité et la pertinence des missions d'Audit Interne et externe, le suivi des mécanismes de contrôle interne et de gestion des risques, le caractère adapté des méthodes comptables utilisées, l'intégrité et l'exactitude de l'information financière.

L'article 3:6 du CSA précise que les entreprises doivent justifier de l'indépendance et de la compétence en matière de comptabilité et d'audit d'au moins un membre du Comité d'Audit. Econocom confirme respecter cette réglementation.

Au 31 décembre 2020, il était composé de deux Administrateurs non-exécutifs (Messieurs Jean-Philippe Roesch et Gaspard Dürrleman) et de deux Administrateurs indépendants (Madame Marie-Christine Levet et Monsieur Walter Butler). Il était présidé par Monsieur Jean-Philippe Roesch.

5.5.4. GESTION JOURNALIÈRE

Le Conseil d'Administration a confié la gestion journalière à un Administrateur Délégué et à deux Directeurs Généraux conformément aux articles 15:18 et 7:121 du CSA et à l'article 22 des statuts.

Toutes les décisions importantes des filiales sont prises par leur organe compétent sur avis conforme de l'Administrateur Délégué et/ou du Directeur Général en charge de la problématique ou de l'activité concernée. Les filiales n'ont généralement pas d'autres délégations significatives que la gestion journalière. Les pouvoirs des dirigeants des filiales du groupe et les limites apportées à ces pouvoirs sont précisés dans un document de référence interne au groupe.

Le Comité Exécutif est chargé de la gestion opérationnelle.

5.5.5. MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE CONFLITS D'INTÉRÊTS

L'article 7:96 du CSA prévoit une procédure spécifique au sein du Conseil d'Administration en cas de conflit d'intérêts pour un ou plusieurs Administrateurs, lors de la prise d'une ou de plusieurs décisions ou lors de la conclusion de transactions par le Conseil d'Administration. Cette procédure a été mise en oeuvre une fois au cours de l'exercice 2020, lors de la réunion du Conseil d'Administration du 9 mars 2020, concernant l'attribution de 50.000 actions gratuites à un Administrateur tel que cela est exposé au paragraphe 5.10 ci-après.

Le Conseil d'Administration a en outre adopté, lors de sa réunion du 22 novembre 2012, une procédure relative aux transactions ou autres relations contractuelles entre Econocom Group et les Administrateurs et les membres du Comité Exécutif lorsque ces transactions ou les autres relations contractuelles ne sont pas couvertes par les dispositions de l'article 7:96 du CSA.

Ni l'article 7:97 du CSA, ni la procédure du groupe relative aux conflits d'intérêts n'ont été mis en œuvre au cours de l'exercice 2020.

5.5.6. MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE DIVERSITÉ

Les engagements, objectifs et actions d'Econocom en matière de diversité, ainsi que les résultats de cette politique, sont décrits dans le paragraphe 1.1.4 du chapitre 3 (« RSE »), et portent notamment sur l'égalité hommes/femmes, le soutien des personnes en difficulté d'insertion et l'engagement en faveur des personnes en situation de handicap.

Depuis le 23 novembre 2017, un tiers des membres du Conseil d'Administration d'Econocom Group est de sexe différent, dans les conditions prévues par l'article 7:86 du CSA. Au 31 décembre 2020, le Conseil compte trois femmes: Mesdames Véronique di Benedetto, Adeline Challon-Kemoun et Marie-Christine Levet. Les femmes sont en outre représentées au sein de chacun des différents Comités créés par le Conseil d'Administration, à savoir: au Comité Exécutif (Madame Chantal De Vrieze), au Comité d'Audit (Madame Marie-Christine Levet) et au Comité de Rémunération (Mesdames Marie-Christine Levet et Adeline Challon Kemoun).

La politique d'Econocom en faveur des personnes en difficulté d'insertion est considérée* comme peu adaptée au personnel dirigeant du groupe. Malgré l'attention toute particulière portée en la matière, Econocom n'a pas encore eu l'opportunité de recruter un dirigeant en situation de handicap.

5.6. Compositions organes de surveillance

Le Commissaire d'Econocom Group est PricewaterhouseCoopers Réviseurs d'Entreprises SRL (Woluwe Garden, Woluwedal, 18 1932 Saint-Stevens-Woluwe [Belgique]). Son mandat a été renouvelé par l'Assemblée Générale de mai 2019 et arrive à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2021 de manière anticipée en raison des règles de rotation obligatoire des cabinets d'audit.

Le Commissaire d'Econocom Group est représenté par Monsieur Alexis Van Bavel, réviseur d'entreprises.

5.7. Rapport de rémunération 2020

Ce rapport est établi en application de l'article 3:6, §3 du CSA. Il a pour objet de décrire et de fournir une vue d'ensemble complète de la rémunération octroyée aux Administrateurs (Exécutifs et non-exécutifs) ainsi que des membres du Comité Exécutif d'Econocom Group au cours de l'exercice social faisant l'objet du rapport.

* Avant amortissement des actifs incorporels d'acquisition.

5.7.1. POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS ET DES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF

5.7.1.1. Procédure pour élaborer la rémunération des Administrateurs et membres du Comité Exécutif et fixer leur rémunération individuelle

Le 31 août 2011, le Conseil d'Administration a constitué en son sein un Comité de Rémunération. Le Comité est composé de trois Administrateurs non-exécutifs dont deux Indépendants au sens de l'article 7:87 §1 du CSA.

Le 23 janvier 2020, le Conseil d'Administration a étendu les missions du Comité des Rémunérations au volet Nominations en limitant son périmètre d'action aux mandataires sociaux et dirigeants ayant la capacité d'engager de droit ou de fait, la signature du Groupe. Les membres du Comité Exécutif qui ne sont pas impliqués dans la Direction Générale du groupe ne tombent pas dans le périmètre d'action du Comité.

Le Comité des Rémunérations et des Nominations a principalement un rôle d'avis et d'assistance auprès du Conseil d'Administration. Il exécute également les missions qui peuvent lui être assignées par le Conseil d'Administration en matière de rémunérations et de nominations. Il exerce sa mission sous le contrôle du Conseil. Dans ce cadre, il veille à avoir une communication libre et ouverte avec le Président du Conseil et le management exécutif.

1.1 Volet Rémunérations

Sur demande de la Présidence du Conseil et concernant les personnes du périmètre défini ci-dessus, le Comité est chargé de formuler des propositions et d'émettre des avis au Conseil sur :

- a) la politique de rémunération ;
- b) les rémunérations individuelles (notamment jetons de présence, fixe, variable, *incentive* long terme et ce y compris sous forme d'actions ou d'options, indemnités de départ) ;

c) Les modalités contractuelles qui supportent ces rémunérations ;

d) la détermination et l'évaluation des objectifs de performance liés à la rémunération individuelle ;

e) les plans d'attribution d'options ou d'actions (enveloppe, bénéficiaires, caractéristiques et conditions).

À partir des données fournies par la Direction Générale de l'entreprise, le Comité prépare le rapport de rémunération, en vue de son insertion dans la déclaration de gouvernement d'entreprise. Il analyse notamment l'évolution du cumul des dix premières rémunérations. Il prépare et commente le rapport de rémunération lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires.

1.2 Volet Nominations

Sur demande de la Présidence du Conseil, le Comité est chargé de formuler des recommandations et d'émettre des avis au Conseil sur les nominations et renouvellements de mandat des mandataires sociaux et les nominations des dirigeants ayant la capacité d'engager de droit ou de fait, la signature du groupe.

Le Comité s'assure de l'existence de plans de succession au niveau des postes clés de l'entreprise.

Le Comité s'assure également que des programmes adéquats de développement de talents ainsi que des programmes de promotion de la diversité sont en place.

1.3 Mission d'exécution des plans relatifs à l'octroi d'instruments financiers

Le Conseil d'Administration peut déléguer au Comité les pouvoirs d'exécuter les décisions du Conseil d'Administration relativement à tout plan d'options sur actions ou tout autre plan relatif à l'octroi d'instruments financiers, tels que des warrants, plan existant ou futur (les « Plans »).

Dans ce cas, l'exercice de la mission du Comité s'opère sous la responsabilité et la surveillance du Conseil auquel il rend compte. Dans la limite des pouvoirs dont dispose le Conseil et selon ses directives, le

Comité est alors chargé d'allouer et répartir, sur proposition du Président du Conseil d'Administration, l'enveloppe préalablement fixée par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Rémunération s'est réuni deux fois au cours de l'exercice 2020.

5.7.2. RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES EN 2020

5.7.2.1. Le Conseil d'Administration

Les Statuts prévoient que les mandats d'Administrateur peuvent être rémunérés.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 décembre 2015 a décidé de porter la rémunération des Administrateurs non-exécutifs de 3 000 à 5 000 euros par réunion du Conseil d'Administration et par Administrateur à compter de janvier 2016, sous condition de leur présence effective.

Les Administrateurs Exécutifs ne perçoivent pas de rémunération au titre de leur mandat d'Administrateur d'Econocom Group. Leurs rémunérations sont issues des relations contractuelles ou de leur mandat avec une ou plusieurs des sociétés du groupe. Le Conseil d'Administration du 24 novembre 2016 a précisé le statut d'Administrateur Exécutif et a exclu de cette notion les Administrateurs ayant une fonction opérationnelle au sein de filiales du groupe mais n'exerçant pas de fonction de Direction au niveau du groupe. Ces derniers sont donc considérés comme des Administrateurs non-exécutifs. Toutefois, ils ne perçoivent pas de jetons de présence.

Les Administrateurs n'exerçant pas de fonction opérationnelle ne perçoivent aucune rémunération en dehors des jetons de présence stipulés ci-dessous.

En synthèse la nature des rémunérations des Administrateurs est la suivante :

	Mandats au 31 déc. 2020	Nature des rémunérations
Econocom International BV (EIBV)	Président Administrateur Délégué – représenté par Jean-Louis Bouchard	EIBV perçoit une rémunération au titre d'un contrat de prestations de services
Robert Bouchard	Vice-Président Administrateur non-exécutif	Jetons de présence
Bruno Grossi	Administrateur non-exécutif	Rémunéré en qualité de salarié jusqu'au 11/12/2020 puis jetons de présence
Jean-Philippe Roesch	Administrateur non-exécutif	Jetons de présence
Véronique di Benedetto	Administrateur non-exécutif	Rémunérée en qualité de salarié
Gaspard Dürrleman	Administrateur non-exécutif	Jetons de présence
Walter Butler	Administrateur indépendant	Jetons de présence
Adeline Challon-Kemoun	Administrateur indépendant	Jetons de présence
Marie-Christine Levet	Administrateur indépendant	Jetons de présence

5.7.2.2. Les Comités

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 décembre 2015 a décidé de porter la rémunération des Présidents et membres du Comité de Rémunération et des Nominations et du Comité d'Audit de 2 000 à 3 000 euros par réunion sous condition de présence, à compter de janvier 2016.

5.7.2.3. Administrateurs Exécutifs, Administrateurs non-exécutifs exerçant une fonction opérationnelle et membres du Comité Exécutif

Les rémunérations des Administrateurs Exécutifs et des membres du Comité Exécutif comportent une part variable significative pouvant atteindre 50 % de la rémunération totale.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2020 a autorisé le Conseil d'Administration à déroger aux règles prévues à l'article 7:91, alinéa 2 du CSA concernant la fixation des rémunérations variables des dirigeants et l'octroi d'actions ou options d'actions en faveur des Administrateurs Exécutifs existants et des autres dirigeants existants de la Société.

La rémunération variable des Administrateurs Exécutifs et membres du Comité Exécutif a été fixée en 2020 sur la base de critères de performance annuels.

Les rémunérations variables 2020 des Administrateurs Exécutifs et membres du Comité Exécutif étaient conditionnées à l'atteinte d'objectifs qualitatifs et quantitatifs.

Une part significative des rémunérations variables des membres du Comité Exécutif était subordonnée à l'atteinte d'objectifs quantitatifs relatifs à la réalisation des objectifs budgétaires et en particulier du résultat courant, du chiffre d'affaires et de la dette financière nette du groupe et/ou des zones de responsabilités propres à chaque dirigeant. Les autres objectifs quantitatifs et les objectifs qualitatifs sont propres à chaque membre du Comité Exécutif et Administrateur Exécutif en fonction des missions et des responsabilités de chacun.

Comme tous les autres collaborateurs du groupe Econocom, les Administrateurs Exécutifs et membres du Comité Exécutif, salariés du groupe, sont évalués de façon continue tout au long de l'année par leur hiérarchie et lors d'un entretien annuel d'évaluation qui se déroule au premier trimestre de l'année suivante.

Les rémunérations des Administrateurs non-exécutifs exerçant une fonction opérationnelle sont fixées par le Président ou par un membre du Comité Exécutif.

Le Conseil d'Administration n'a pas jugé nécessaire, compte tenu de la fiabilité de l'information financière du groupe, et en dérogation du principe édicté par le Code de gouvernance d'entreprise 2020, de mettre en place un droit de recouvrement des rémunérations variables attribuées sur la base d'informations financières erronées.

5.7.2.4. Administrateurs non-exécutifs

Cette section détaille les rémunérations individuelles et autres avantages accordés directement ou indirectement aux Administrateurs non-exécutifs par Econocom Group ou toute société du groupe en 2020.

Rémunérations allouées en 2020, charges sociales incluses

en €

Walter Butler	48 000
Rafi Kouyoumdjian	8 000
Adeline Challon-Kemoun	38 000
Gaspard Dürreleman	69 000
Marie-Christine Levet	72 000
Jean-Philippe Roesch	66 000
Robert Bouchard	48 000
Total	349 000

5.7.2.5. Rémunération du Président du Conseil d'Administration

Jusqu'au 19 mai 2020, Jean-Louis Bouchard a assumé les fonctions de Président du Conseil d'Administration, d'Administrateur Délégué et de Président du Comité Exécutif du groupe. Il n'a pas perçu de rémunération de quelque nature que ce soit, ni n'a bénéficié de retraite, assurance particulière ou autres avantages accordés directement ou indirectement par Econocom Group ou une société qui fait partie du périmètre de consolidation. À compter du 20 mai 2020, c'est la société Econocom International BV (EIBV), société de droit hollandais, représenté par Jean-Louis Bouchard, qui assume l'ensemble de ces fonctions. EIBV a facturé à Econocom Group et à ses filiales des prestations de Direction et d'animation du groupe pour un montant de 1,8 millions d'euros en 2020 (2,3 millions d'euros en 2019).

Ce montant se compose pour les trois quarts de frais de personnel et pour le solde

de refacturations de frais encourus par EIBV pour le compte d'Econocom (séminaires de management, etc.).

5.7.2.6. Rémunération allouée en 2020 aux Administrateurs Exécutifs, aux Administrateurs non-exécutifs exerçant une fonction opérationnelle ainsi qu'aux membres du Comité Exécutif

La présente section indique de manière globale le montant des rémunérations et autres avantages accordés directement ou indirectement aux Administrateurs Exécutifs, aux Administrateurs non-exécutifs exerçant une fonction opérationnelle et membres du Comité Exécutif par Econocom Group ou une société qui fait partie du périmètre de consolidation en 2020.

Rémunération globale versée en 2020, charges sociales incluses

en €

Part fixe	2 326 802
Part variable ⁽¹⁾	2 280 857
Pensions, avantages en nature et autres rémunérations ^{(2) (3)}	1 513 864
Charges sociales ⁽⁴⁾	1 048 209
Jeton	-
Total	7 169 732

(1) Dont 1 841 milliers d'euros au titre de 2019 et exercices antérieurs, et versés en 2020.

(2) Dont 335 milliers d'euros au titre de 2019 et exercices antérieurs, et versés en 2020.

(3) Dont 468 milliers d'euros au titre de transactions de départ, et versés en 2020.

(4) Dont 285 milliers d'euros au titre de 2019 et exercices antérieurs, et versés en 2020.

Rémunération globale au titre de l'exercice 2020, charges sociales incluses

en €	
Part fixe	2 326 802
Part variable ⁽¹⁾	2 009 008
Pensions, avantages en nature et autres rémunérations ⁽²⁾	1 285 660
Charges sociales ⁽³⁾	1 146 860
Jeton	-
Total	6 768 330

⁽¹⁾ Dont 1 604 milliers d'euros restant à verser en 2021. Les parts variables non finalisées ont été comptabilisées en prenant pour hypothèse des objectifs atteints à 100 %.

⁽²⁾ Dont 129 milliers d'euros restant à verser en 2021.

⁽³⁾ Dont 87 milliers d'euros restant à verser en 2021.

Ces informations correspondent aux rémunérations chargées des Administrateurs Exécutifs et des membres du Comité Exécutif en fonction au cours de l'exercice 2020 ainsi qu'aux rémunérations chargées des Administrateurs non-exécutifs exerçant une fonction opérationnelle.

Cinq de ces dirigeants ont été rémunérés au titre de leur contrat de travail en leur qualité de salariés de sociétés du groupe Econocom. Quatre ont perçu indirectement une rémunération *via* une société qu'il contrôle, en qualité de mandataire d'une société du groupe Econocom et/ou en tant que prestataire. Ces rémunérations sont intégrées dans le tableau de synthèse ci-dessus.

Trois des Administrateurs Exécutifs, membres du Comité Exécutif ou Administrateurs non-exécutifs exerçant une fonction opérationnelle disposent d'une voiture de fonction.

Enfin, la rémunération du Président du Conseil d'Administration est commentée au paragraphe 5.7.2.5.

5.7.3. OPTIONS SUR ACTIONS ET ACTIONS ACCORDÉES

Certains des Administrateurs Exécutifs, des membres du Comité Exécutif et des Administrateurs non-exécutifs exerçant une fonction opérationnelle bénéficient de plans d'options sur actions et/ou d'actions de performance.

L'Assemblée Générale des Actionnaires du 19 mai 2020 a approuvé les termes d'un plan d'actions gratuites portant sur 2 200 000 actions.

Le Conseil d'Administration du 27 juillet 2020 a attribué à deux Dirigeants du groupe des actions de performance ouvrant droit à 1 600 000 actions Econocom Group dont les acquisitions définitives s'échelonnent sur trois ans.

Au 31 décembre 2020, les Administrateurs Exécutifs, les membres du Comité Exécutif et les Administrateurs non-exécutifs bénéficient de 702 250 stock-options ouvrant droit à 1 404 500 actions Econocom Group (après *split* de l'action) pour un prix de souscription de 5,6 millions d'euros, ainsi que de 1 750 000 actions de performance Econocom Group.

5.7.4. INDEMNITÉ DE DÉPART ET AUTRES ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Les contrats des Administrateurs Exécutifs, des membres du Comité Exécutif et des Administrateurs non-exécutifs exerçant une fonction opérationnelle, en fonction au 31 décembre 2020, contiennent les clauses usuelles notamment en matière de préavis. Ils ne contiennent pas de clause spécifique au titre des retraites. Deux des membres du Comité Exécutif bénéficient d'une indemnité de départ spécifique (sous certaines conditions).

5.8. Politique d'affectation du résultat et politique de dividendes

À la suite des décisions prises par l'Assemblée Générale Particulière d'Econocom Group SE en date du 6 novembre 2020, un dividende intercalaire brut de 0,12 euro par action afférent à l'exercice 2019 a été distribué aux Actionnaires.

Cette distribution représente une stabilité de la rémunération brute par action des Actionnaires au cours des trois dernières années.

Le groupe a poursuivi par ailleurs sa politique de rachats d'actions propres.

5.9. Relations avec les Actionnaires dominants

Le 23 décembre 2020, Econocom Group a reçu une notification de franchissement de seuil l'informant qu'Econocom International BV et Econocom Group détenaient 56,24 % des droits de vote de la Société. Ce franchissement à la hausse du seuil de 55 % est consécutif à l'introduction du droit de vote double réalisée suite l'Assemblée Générale des Actionnaires le 19 mai 2020.

Au 31 décembre 2020, le nombre de titres Econocom Group émis s'élevait à 220 880 430, dont 40,36 % détenus par Monsieur Jean-Louis Bouchard *via*

Econocom International BV. Il est précisé que les titres Econocom Group auto-détenus par la Société sont privés de droit de vote, de sorte que Jean-Louis Bouchard détenait au 31 décembre 2020, directement et indirectement, 56,24 % des droits de vote de la Société (hors actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité).

Les relations avec l'Actionnaire majoritaire, la société Econocom International BV, correspondent à des prestations de services à caractère courant, rémunérées à des conditions normales de marché. Par ailleurs, le groupe Econocom a conclu en France des baux auprès de sociétés contrôlées par Monsieur Jean-Louis Bouchard : les SCI Maillot Pergolèse, SCI de Dion Bouton et SCI JMB. Ces baux ont été conclus à des conditions normales de marché.

5.10. Mention des schémas d'intéressement du personnel dans le capital d'Econocom Group

Le groupe a mis en place plusieurs plans d'intéressement du personnel, des salariés, cadres et des dirigeants du groupe. Trois plans d'options mis en place en 2013, 2014 et 2017 sont encore en cours et ont donné lieu à des attributions chaque année depuis 2013 et deux plans d'Attribution d'Actions Gratuites approuvées par l'Assemblée Générale ont donné lieu à des attributions en 2016, 2018 et 2020.

Au cours de l'exercice, 50 000 actions gratuites ont été définitivement attribuées par le Conseil d'Administration à un Administrateur au titre du Plan d'AGA 2018, donnant lieu à la cession d'un nombre équivalent d'actions auto-détenues. L'impact financier pour le groupe correspond à la valeur de marché des actions octroyées. Le Conseil d'Administration a approuvé à l'unanimité cette attribution, dans la mesure où les conditions de performance avaient été

05 rapport de gestion

déclaration de gouvernance d'entreprise

atteintes même si la condition de cours de bourse cible ne l'était pas. Lors du vote, l'Administrateur concerné s'est retiré, après avoir fait état d'un conflit d'intérêt de nature patrimoniale. Par ailleurs, 250 000 options

de souscription et 560 000 actions gratuites ont été perdues suite au départ des bénéficiaires ou à la non atteinte d'objectifs de performance individuels ou collectifs.

Une synthèse actualisée au 31 décembre 2020 des engagements pris par le groupe au titre de ces plans figure ci-après :

Plan	Année d'attribution	Nombre d'options et actions gratuites	Nombre d'actions correspondant *	Date limite d'exercice	Prix d'exercice (en € par option)	Prix d'exercice (en milliers €)
Options de souscription 2014	2014	1 599 620	3 199 240	déc. 2021	5,52	8 830
	2015	236 800	473 600	déc. 2022	7,74	1 833
		120 000	240 000	déc. 2022	7,61	913
	2016	40 000	80 000	déc. 2023	9,57	383
		45 000	90 000	déc. 2023	13,60	612
Options de Souscription 2017	2017	90 000	90 000	déc. 2023	6,04	544
Actions gratuites	2018	60 000	60 000	mars 2021	-	-
		60 000	60 000	mars 2022	-	-
		60 000	60 000	mars 2023	-	-
Actions gratuites	2020	300 000	600 000	juillet 2021	-	-
		600 000	600 000	juillet 2022	-	-
		300 000	400 000	Sept. 2022	-	-
		400 000	400 000	juillet 2023	-	-
Total	-	-	5 952 840	-	-	13 114

* Les options attribuées antérieurement à la scission en deux de l'action Econocom Group (intervenue en juin 2017) donnent droit chacune à deux actions Econocom Group.

Ces plans portent sur les actions Econocom Group cotées sur Euronext Bruxelles. Ils visent à associer les salariés, cadres et dirigeants du groupe à la marche des affaires et au développement du groupe.

À l'octroi, une partie des options et actions gratuites, comprise entre 50 % et 100 % des options et actions attribuées est soumise à des conditions de réalisation d'objectifs individuels et collectifs, internes et/ou externes. Le prix d'exercice des options est fixé conformément à la réglementation en vigueur.

Les options sont incessibles. Il n'existe pas de couverture du risque de perte par Econocom Group en cas de baisse du cours de Bourse.

Les options accordées en 2014, 2015 et 2016 s'inscrivent dans un plan d'Options de Souscription approuvé par le Conseil d'Administration le 17 décembre 2014. Ces options donneront lieu en cas d'exercice à l'émission d'actions nouvelles.

Le plan d'actions gratuites émis en 2016 a été approuvé par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 17 mai 2016. Les différentes attributions réalisées dans le cadre de ce plan ont été approuvées par le Conseil d'Administration des 19 mai 2016, 26 février 2018 et 27 décembre 2018.

L'acquisition des actions gratuites par leur bénéficiaire donnera lieu à la remise d'actions existantes.

Les options accordées en 2017 s'inscrivent dans un plan d'options de souscription approuvé par le Conseil d'Administration le 22 juin 2017. Ces options donneront lieu en cas d'exercice à l'émission d'actions nouvelles.

Le plan d'actions gratuites émis en 2020 a été approuvé par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 19 mai 2020. Les attributions réalisées dans le cadre de ce plan ont été approuvées par le Conseil d'Administration du 27 juillet 2020.

Au 31 décembre 2020, les options et actions gratuites non encore exercées ouvrent droit à un total de 5 952 840 actions Econocom Group, dont 4 172 840 servies en actions à émettre et 1 780 000 en actions existantes. Elles représentaient 2,70 % du nombre d'actions émises à la clôture de l'exercice. Enfin, sur ce total d'actions correspondant aux options et actions gratuites attribuées et non encore exercées, 19,8 % sont encore soumises à l'atteinte de conditions de performance, quantitatives et/ou qualitatives, individuelles et/ou collectives.

L'exercice de la totalité des options attribuées conduirait à une augmentation des fonds propres de 13,1 millions d'euros.

5.11. Émoluments du Commissaire

en €	31 dec 2020	31 dec 2019
Émoluments consolidés du Commissaire pour la révision des comptes	358 718	357 648
Émoluments afférents aux mandats du Commissaire ou aux mandats assimilés exercés auprès du groupe par des personnes avec lesquelles le Commissaire est lié	766 500	841 490
Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein du groupe par le Commissaire	–	–
Autres missions d'attestation	11 150	21 500
Missions de conseils fiscaux	–	–
Autres missions extérieures à la mission révisoriale	86 000	73 000
Émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein du groupe par des personnes avec lesquelles le/les Commissaire(s) est/sont lié(s)	–	–
Autres missions d'attestation	–	33 150
Missions de conseils fiscaux	106 993	198 991
Autres missions extérieures à la mission révisoriale	–	356 500

5.12. Auto-détention d'actions

Se reporter au paragraphe 2.3.3 ci-avant.

6. Événements subséquents à la clôture des comptes

Acquisition d'actions Econocom Group par BIS BV

Le 04 février 2021, la société BIS BV, filiale du groupe Econocom, a conclu un accord en vertu duquel elle acquiert la participation de 6,01% (soit 13.278.091 actions) détenue par deux sociétés contrôlées par Walter Butler (à savoir Butler Industries Benelux SA et Butler Industries) dans le capital d'Econocom Group SE.

Le prix de cession convenu est de 2,825 euros par action Econocom Group SE.

Suite à cette transaction, Walter Butler a remis sa démission en tant qu'administrateur d'Econocom Group SE.

05 rapport de gestion

événements subséquents à la clôture des comptes